2026/409

Ville de
Mandeure

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU DOUBS
Canton de Valentigney
Commune de Mandeure - 25350

CONSEIL MUNICIPAL
DU 23 JUIN 2026

PROCES-VERBAL
DE LA SÉANCE
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE MANDEURE
DU 23 JUIN 2026
À 20 HEURES

En la salle des séances
de la mairie de MANDEURE

Membres présents : Stéphane PODGORA, Jean-Louis LOCHET, Nuno MADEIRA, Véronique ADAM, Hervé PLISSONNIER, Emmanuelle HAZEMANN, Nicola BASILICO, Nadine BERGER, René VAUTRIN, Claudine FREMEAUX, Annie JOURNOT, David KURT, Mickaël DUPETIT, Daniela CONAT (arrivée 20h05), Stéphane LANGOLF, Sylvie DERIPPE, Vincent ROY, Aline DUVAL, Olivier PARISOT, Gérard BOUCHÉ, Christian PERRIGUEY, Martine CHORVOT, Pascal BRESADOLA, Julien CECCARELLI.

Procuration : Nathalie JEANNEROT à Nadine BERGER, Claudine DEBOULET à Sylvie DERIPPE, Marilyn PERNOT à Gérard BOUCHÉ.

Membres absents – excusé(e)s :

Secrétaire de séance : Hervé PLISSONNIER.

Assistaient à la séance : Anne-Laure VÉRY et Vanessa CARRARA.

Ordre du Jour

Nomination d'un secrétaire de séance

Point 1 – Approbation du Procès-Verbal de la séance du 19 mai 2026

Point 2 – Finances
2.1 Présentation publique de l'audit.
2.2 Décision modificative n° 1 au budget primitif M57 2026.
2.3 Vote des subventions aux associations – 1ère attribution.
2.4 Vote des subventions et concours 2026.

Point 3 –Urbanisme
3.1 Subvention ravalement de façades.
3.2 Désignation d'un représentant de la collectivité au sein de Territoire 25.
3.3 Taxe sur la Publicité Extérieure- Fixation des tarifs à compter du 1er janvier 2027.

Point 4 – Pays de Montbéliard Agglomération
4.1 Désignation du représentant au sein de la CLECT (Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées) à Pays de Montbéliard Agglomération.

Point 5 – Renouvellement de la délégation de service public concernant la mise en fourrière et le gardiennage de véhicules terrestres pour la Commune de Mandeure – Choix du délégataire.

Point 6 – Décision n°2026/005 du 11 juin 2026 Marché n°2026-01- Gestion, restauration, animation et exploitation partielle du camping municipal- Attribution du marché SARL REGIETECH.

Point 7 – Décision n°2026/006 du 11 juin 2026- Marché n°2026-01-Gestion, restauration, animation et exploitation partielle du camping municipal- Autorisation de signature d'une convention de mandat de gestion avec le titulaire REGIETECH.

Point 8 – Décision n°2026/007 du 16 juin 2026 - Marché n°2026-01-Gestion, restauration, animation et exploitation partielle du camping municipal- Autorisation de signature d'une convention de mandat d'une licence IV avec le titulaire (REGIETECH).

Point 9 – Divers.

L'ouverture de la séance est assurée par Monsieur le Maire, Stéphane PODGORA.

Début de la séance à 20h00

Monsieur le Maire : Bonsoir à vous, bonsoir à toutes, bonsoir à tous. Je vais ouvrir la séance.

Monsieur le Maire procède à l'appel et constate que le quorum est atteint.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du conseil.
Hervé PLISSONNIER a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Monsieur CECCARELLI Julien quitte la séance à 20h01

Point 1 – Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 19 mai 2026.

Monsieur le Maire : Y a-t-il des remarques par rapport à ce procès-verbal ? Je n'en vois pas. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Donc le procès-verbal est approuvé.

APPROUVÉ À L'UNANIMITÉ

Monsieur le Maire : Nous l'avions dit quand nous sommes arrivés à la municipalité que nous ferions un état des lieux des finances de la commune pour savoir justement où c'est qu'on en était et de quoi on partait. Donc on a confié cette mission à Monsieur GÉGOUT ici présent qui va vous présenter les résultats de son travail (Société I-EFFICIENCE).
Donc nous avons voulu être transparents envers la population, envers tout le conseil municipal afin de vous le présenter. Voilà, donc je vous conseille de vous retourner parce que du coup ça va se passer sur l'écran là. Donc vous retournez les chaises.
C'est le jeu des chaises musicales, d'accord ?

Monsieur CECCARELLI Julien revient à 20h02

Monsieur le Maire : Julien, juste pardon Monsieur GÉGOUT, pardon.
Julien, on fait la présentation de l'état des lieux des finances de la commune. Donc si tu ne vois pas les chiffres, tu peux, hein ? Ok, c'est bon.

Point 2 – Finances

2.1. Présentation de l'audit financier de la commune par Monsieur GÉGOUT Sébastien Société I EFFICIENCE.

Trajectoire et prospective financière. La Commune a été historiquement riche.

Madame CONAT Daniela arrive à 20h05.

La situation se tend année après année pour arriver à une situation difficile aujourd'hui.
L'épargne brute a diminué fortement, on note une dégradation forte avec perte de ressources sur les 5-6 ans.
2020-2025 + 1 million de dépenses de fonctionnement, alors que les recettes augmentent moins, d'où une dégradation des ressources.
Hausse des dépenses de 4% par an sur 6 ans soit 24%, alors que les recettes augmentent d'1.24% par an donc moins vite.
Situation rare qu'a connu Mandeure. Elle était relativement riche, les habitants de Mandeure ont été épargnés au niveau de la fiscalité. Il faudrait augmenter de 50% les impôts pour être au même niveau que les autres.
La Commune était riche donc elle a dépensé.
La CNRACL est aujourd'hui déficitaire, ce point impactant touche durement le mandat à venir.
On note +4% par an de dépenses de personnel sans rien faire, sans recruter davantage, c'est une hausse structurelle. Alors que sur le précédent mandat 10 postes ont cependant été supprimés.
Cette hausse pèse car la masse salariale pèse vu son poids sur les dépenses de fonctionnement, 4 millions sur les 6 millions au total.
Concernant les allocations compensatrices, leur montant a été gelé dès 1999.
Il n'y a plus de dotation forfaitaire, l'État a durci sa position en matière de dotation vis-à-vis de la Commune. La politique d'investissement de ce fait baisse.
2026/2027 : La dépense de 3.5 millions concernant les travaux de la RD correspond à la totalité des dépenses d'investissement du mandat précédent.
Le niveau de subventions est bas.
2020-2026 il n'y a pas de baisse des résultats en investissement, pas de forte augmentation de la dette. Le problème vient de la section de fonctionnement. La Commune va devoir prendre des décisions difficiles, elle ne pourra plus dire oui à tout.
2026 il faudra faire un effort significatif d'économies pour atterrir au 31/12/2026.
Le pronostic reste désagréable avec -196 000 €.
Il n'y a pratiquement plus de manœuvres pour 2026.
En 2026 on n'a que 80 000 € de dépenses d'investissement autres que la RD.
Il y a un déficit de 877 000 € malgré l'emprunt de 900 000 €.

Il faut voir comment reconstruire une trajectoire de redressement des comptes. Il n'y a que 3 possibilités :

- serrer l'administration,
- diminuer les services publics,
- augmenter la fiscalité.

C'est un travail à commencer dès maintenant pour préparer le BP 2027.
Le FCTVA sera perçu en N+2.
Il y a une marche difficile à faire jusqu'à mi-mandat.

Monsieur le Maire : Je vous remercie, Monsieur GÉGOUT. Donc voilà, on avait fait ça juste pour vous montrer où c'est qu'on en était. Juste, si vous avez des questions par rapport à ce qui vient d'être dit, c'est le moment pour que Monsieur GÉGOUT puisse vous répondre éventuellement, parce que nous, on est en train de travailler sur l'avenir, et donc on est en plein travail dessus. Mais s'il y a des interrogations, n'hésitez pas. Je demande si vous avez des questions. Dans 30 ans, c'était beaucoup mieux que ça.
Voilà, donc voilà où c'est que nous en sommes. Vous avez compris qu'en gros, on est...

Dires inaudibles

Monsieur CECCARELLI Julien : On était au courant depuis 30 ans, on savait c'était prévisible.

Monsieur le Maire : Après, l'état des lieux qu'on vient de faire, ce n'est justement pas pour parler du passé, parce que de toute façon, on n'a aucun pouvoir dessus. On va juste être là pour parler de l'avenir.
Et c'est justement de faire au mieux, et de redresser, puisque vous l'avez vu, que ça va être compliqué. Mais ce n'est pas grave, puisqu'on est là pour ça, et pour faire au mieux. Donc on va travailler les 6 prochains mois sur le prochain budget, et on va le faire collectivement. D'accord ? Voilà. Donc si vous n'avez pas d'autres questions, c'est bon.

Monsieur le BRESADOLA Pascal : Après, si j'étais mauvaise langue je dirais la masse salariale qui l'a mise dans cet état ?

Un homme du public demande à combien correspond la masse salariale.

Monsieur le Maire : Alors ça fait à peu près 90 employés. Ce qui est corrélé à tous les services publics qu'il y a sur le mandat. Ce n'est pas 90 à temps plein. Il y a beaucoup de contrats à temps partiel, et ça correspond en face à un service public.
Donc vous aurez compris que si vous voulez baisser les charges, il faut baisser le service public. Et donc là, c'est à la population aussi d'en prendre conscience. Et je tiens à préciser que tous les agents, depuis qu'on est là, que j'ai rencontrés, que je vois travailler, je peux vous dire qu'ils travaillent très bien.
Et je suis d'autant plus confiant que ces agents-là sont de qualité, et je pense qu'avec eux, on va pouvoir avancer très bien, et redresser tout ça. Et nous avons aussi un conseil municipal de qualité, donc soyons confiants. Voilà, donc c'était juste pour vous donner un état des lieux.
Nous, c'est notre base de travail, parce qu'on devait savoir d'où on partait, parce que quels que soient les chiffres, il faut aussi parler de perspectives. Et donc là, je pense qu'on a compris où c'est qu'on en était. Donc ça nous appuie là-dessus pour la suite.

Ce n'est pas un exercice de magicien qui vous est présenté là, ce sont les chiffres de la commune, officiels qui sont connus, qui sont publics. Donc c'est important de vulgariser un petit peu les chiffres pour savoir où c'est qu'on en est réellement. Voilà, c'est important pour tout le monde, c'est pour ça qu'on voulait vous présenter ça.
Bon, je vous remercie Monsieur GÉGOUT. À bientôt ! Au revoir.
On va passer au 2.2, c'est donc une décision modificative, numéro 1 au budget primitif M57-2026, puisque forcément un budget qui a été voté, qui a été proposé par l'ancienne municipalité, forcément il y a du mouvement. Donc on va commencer par une décision modificative pour payer en gros ce qui n'était pas prévu de payer. Ce qui était prévu de payer mais qui n'était pas budgété.

2.2. **Délibération 2026-06-23-01** : Décision modificative n°1 au budget primitif M57 2026.

Monsieur LOCHET Jean-Louis, Adjoint, expose à l'Assemblée ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,
Vu le budget de la ville,
Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser la décision modificative suivante du budget de l'exercice 2026 :

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 2111 : Terrains nus	**10 107,00 €**	**19 993.91 €**
• *Acquisition terrain FOUGHALI (RAR DEVILLAIRS)*	*10 107,00 €*	
• *Acquisition parcelle rue du Pont*		*10 000,00 €*
• *Création d'un branchement Telecom (HAEFELI)*		*5 767,80 €*
• *Création d'un branchement AEP 53 rue du Pont*		*1 713,23 €*
• *Echange d'immeubles RODESCHINI le 30.06.2023 (soulte 896.70 €) + vente d'immeuble RODESCHINI le 31.05.2024 + trop perçu versement le 07.03.2024 de Maître NADLER 145.98 €)*		*1 106,00 €*
• *Branchement électrique 53 rue du Pont (ENEDIS)*		*1 406,88 €*
D 2117 : Bois et forêts		**31 050.00 €**
• *Programme travaux ONF*		*31 050.00 €*
D 21351 – Installations générales, agencements, aménagements des constructions bâtiments publics		**7 794,30 €**
• *Réparation chauffe-eau camping mobil-home 3*		*1 835,10 €*
• *Remplacement ballon ECS chaudière bois ateliers*		*5 959,20 €*
D 2152 : Installations de voirie		**7 775,00 €**
• *Panneaux de signalisation et miroirs de rue*		*5 000,00 €*
• *Candélabre rue des Charrières*		*2 775,00 €*
D 21538 : Autres réseaux		**7 500.00 €**

• *Remplacement et complément de plaque sur échangeur existant Majestic (RAR 1 700 € -> Facture 2 400 € = prévoir 700 €)*		*700,00 €*
• *Contrat P3 chaudières divers sites*		*6 800.00 €*
D 21568 : Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile		***3 200.00 €***
• *Extincteurs temple (RAR 1985,35 € → Facture 2 105,50 € = prévoir 120,16 €)*		*3 200.00 €*
D 2158 : Autres installations, matériel et outillage techniques		**2 569,72 €**
• *Vidéoprotection rue du Pont – Câblage future caméra*		*2 569,72 €*
D 21831 – Matériel informatique scolaire		**4 000,00 €**
• *Matériel informatique (1 000 € par école)*		*4 000,00 €*
D 2188 – Autres immobilisations corporelles		**11 950,00 €**
• *Capteur CO2 pour les écoles*		*300.00 €*
• *Sèche-mains pour une école*		*250,00 €*
• *Provision pour casse divers matériels*		*10 000,00 €*
• *Terminal PV électroniques*		*1 200,00 €*
• *Gyrophare*		*200,00 €*
TOTAL D 21 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES		**95 832.93 €**
Section investissement - Dépenses	**10 107,00 €**	**95 832.93 €**

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 60612 – Énergie- Électricité	**14 462.56 €**	
• *Réduction suite à avoir*	*14 462.56 €*	
D 60633 – Fournitures de voirie	**13 800,00 €**	
• *Injection émulsion de bitume « blowpatcher »*	*13 800,00 €*	
D 611 – Contrats de prestations de services	**3 282,30 €**	**4 419,13 €**
• *Francas 6 829,13 € solde 2025 + 7 590,00 € 1er appel à subvention (BP 10 000 € → Mandats 14 419,13 € = prévoir 4 419,13 €)*		*4 419,13 €*
• *Eset protect*	*3 282,30 €*	
D 615221 – Entretien et réparations sur biens immobiliers - bâtiments publics		**5 963,35 €**
• *Régul. Climatique suite à problèmes entrées sondes (Facture Culturelec 5 963,35 €) serre*		*5 963,35 €*
D 615228 – Entretien et réparations sur biens immobiliers – Autres bâtiments	**5 959,20 €**	
• *Remplacement ballon ECS chaudière bois atelier*	*5 959,20 €*	
D 615231 – Entretien et réparations sur biens immobiliers - Voiries		**13 800,00 €**

• *Injection émulsion de bitume « blowpatcher »*		*13 800,00 €*
D 6281 – Concours divers (cotisations)	**1 340,00 €**	
D 6228 – Autres services extérieurs - Divers		**5 000,00 €**
• *Ordures ménagères*		*5 000,00 €*
D 6232 – Fêtes et cérémonies		**3 000,00 €**
• *Fête de la musique*		*3 000,00 €*
D 6238 – Publicité, publication, relations publiques - Divers		**2 000,00 €**
• *Reliures des registres d'état civil*		*2 000,00 €*
D 6282 – Frais de gardiennage		**9 314,15 €**
• *Contribution à l'hectare année 2026*		*1 337,66 €*
• *Frais de garderie année 2025 (BP 8 000 € → Facture 14 966,27 € = prévoir 6 966,27 €)*		*6 966,27 €*
• *Agent de sécurité + canin Place du 8 Mai Planning du 18 mars 2026 : Facture MPS*		*1 010,22 €*
TOTAL D 011 – CHARGES A CARACTERE GENERAL	**38 844.06 €**	**43 496.63 €**
D 6558 - Autres contributions obligatoires	**1 300,50 €**	
• Commune de Trévenans (BP 3 900 € → Facture 2 599,50 € = 1 300,50 € disponibles)	1 300,50 €	
D 65811 – Droits d'utilisation – informatique en nuage		**3 395,10 €**
• *Hébergement site internet*		*112,80 €*
• *Eset protect*		*3 282,30 €*
TOTAL D 65 – AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	**1 300,50 €**	**3 395,10 €**
D 66111 – Intérêts réglés à l'échéance	**12 573,31 €**	
• *Emprunt n° 501731G (taux variable livret A)*	*7 712,48 €*	
• *Emprunt n° 5730640 (taux variable livret A)*	*4 860,83 €*	
TOTAL D 66 – CHARGES FINANCIERES	**12 573,31 €**	
TOTAL D 023 – VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**85 725.93 €**
Section Fonctionnement - Dépenses	**52 717.87 €**	**132 617.66 €**

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
R 70323 – Redevance d'occupation du domaine public		**7 099,79 €**
• *RODP ORANGE 2025 et 2026 (2967,87 € + 2 995,92 €)*		*5 963,79 €*
• *RODP GRDF 2026*		*1 136,00 €*
R 70632 – Redevances et droits des services à caractère de loisirs		**6 100,00 €**
• *Complément de 6 100 € Camping*		*6 100,00 €*

TOTAL R 70 – PRODUITS DES SERVICES DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	**13 199,79 €**
R 73223 – Fonds départemental DMTO pour les communes de moins de 5 000 habitants	**48 000,00 €**
• *Complément de 48 000 €*	*48 000,00 €*
TOTAL R 73 – IMPOTS ET TAXES	**48 000,00 €**
R 741121 – Dotation de solidarité rurale des communes	**11 800,00 €**
• *Complément de 11 800,00 €*	*11 800,00 €*
TOTAL R 74 – DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	**11 800,00 €**
R 752 – Revenus des immeubles	**6 900,00 €**
• *Fermages 2022, 2023, 2024, 2025 et 2026*	*6 900,00 €*
TOTAL R 75 – AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	**6 900,00 €**
Section Fonctionnement - Recettes	**79 899,79 €**

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
TOTAL R 021 – VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		**85 725,93 €**
Section Investissement - Recettes		**85 725,93 €**

Monsieur LOCHET Jean-Louis : Je ne vais pas vous redonner trop de chiffres, je pense qu'au niveau de… tout le monde a reçu les documents concernant la demande de modification du budget. Effectivement, comme dit M. le Maire, le budget avait été établi en début d'année, donc aujourd'hui on essaie de travailler, d'avancer par rapport à ce qu'il y a à faire. Donc il y a des travaux qui avaient été prévus sur fin 2025 qui auraient dû être payés sur 2026, qui n'avaient pas été provisionnés. Il y a des travaux qui arrivent aujourd'hui et on n'a pas les moyens de les payer parce qu'au niveau du budget il n'y avait pas eu, un peu de bas de laine, comme disait Sébastien tout à l'heure. Donc nous avons été obligés de refaire une modification du budget.

On espère qu'on n'aura pas besoin d'en refaire beaucoup sur notre mandat, mais on découvre au fur et à mesure des factures qui arrivent qui n'étaient pas provisionnées. Donc là-dessus, je ne dis pas que c'est la première, je ne dis pas que c'est la dernière non plus pour cette année, donc on va essayer d'avancer un petit peu. Donc je ne vais pas trop rentrer dans les chiffres, simplement au niveau de la section d'investissement, vous l'avez vu Sébastien vous l'a présentée un petit peu tout à l'heure.

Donc **on avait un besoin de financer 95.832 € au niveau de l'investissement** qui n'avaient pas été spécialement provisionnés ou des factures qui sont arrivées en cours d'année. On a pu rétrocéder des dépenses qui n'ont pas été effectuées pour 10.107 €. Donc ça, c'est ce qui concerne la section d'investissement dépenses.

Je vous expliquerai tout à l'heure comment on va le financer.

Concernant la section de fonctionnement des dépenses, alors là c'est pareil, on avait besoin de réinvestir

132. 617,66 €. On a retrouvé des attributions, des dotations où on a pu récupérer de l'argent à hauteur de 52.717 €, ce qui nous fait un delta de 79 899,79 €.
Pour cela, comment on arrive à le financer ? Donc **concernant la section de fonctionnement au niveau des recettes**, donc il y a des recettes qui n'avaient pas été prévues, des fonds de département au niveau des communes et des dotations qui nous ont été réattribuées cette année, qui n'avaient pas été provisionnées sur le dernier budget. Et avec tout ça et certaines économies, on a réussi à hauteur de 79.899,79 € à pouvoir combler les recettes et les dépenses au niveau des fonctionnements.
Concernant les investissements, je vous le disais au début, donc 85.725,93 €, donc on a été obligé de reprendre dans les recettes de fonctionnement pour pouvoir solder ce compte, ce qui nous fait automatiquement réduire notre résultat comme on vous l'a présenté tout à l'heure. Voilà. Donc les comptes sont soldés et vous avez tous les documents au niveau de cette demande modificative.

Monsieur le Maire : Si vous avez des questions, n'hésitez pas ? Merci Jean-Louis.

Monsieur BRESADOLA Pascal : Oui, alors plusieurs questions. 70632 c'est quoi les 6 100 € camping ? … Est-ce qu'on peut avoir le détail, s'il vous plaît ?

Monsieur LOCHET Jean-Louis : Où c'est que tu vois ça ?

Monsieur BRESADOLA Pascal : R 70 632.

Monsieur LOCHET Jean-Louis : Donc ça, ce sont des recettes.

Monsieur BRESADOLA Pascal : D'accord. Et l'autre, c'était fête et cérémonie, fête de la musique, 3000 euros.

Monsieur LOCHET Jean-Louis : La fête de la musique, oui. Donc on a décidé cette année d'animer régler un petit peu la vie de Mandeure. Donc on a voulu budgéter quand même une certaine somme pour pouvoir faire cette soirée qui apparemment a bien plu aux gens. Il y avait quand même beaucoup de monde. Je ne sais pas si vous avez participé, mais tout le monde était content. Là-dessus, sur ces 3.000 €, on ne les a pas dépensés, on ne les a pas ressortis comme ça. Donc on a réussi à retrouver des sommes qui n'avaient pas été facturées l'année passée concernant Orange. On a retrouvé une somme qui est à hauteur de 5.000 € et donc on a proposé d'utiliser cette somme qui n'avait pas été budgétée pour pouvoir l'investir sur la fête de la musique. Et aujourd'hui, on a mis 3.000 €. C'est peut-être un budget qui est un peu trop haut. Donc la fête de la musique reviendra un petit peu moins.

Monsieur le Maire : J'espère quand même que la fête de la musique a plu au plus grand nombre parce que c'était vraiment intéressant de la refaire puisque ça faisait des années qu'elle n'était pas là.
Je pense qu'il était important aussi de retrouver un petit peu une animation car on ne sait pas à l'avenir, quelle animation on pourra avoir. Donc cette année, j'espère qu'on pourra la renouveler. Mais c'est important pour la population parce qu'après tout, c'est pour eux qu'on fait les choses, essentiellement.
C'est bon ? Je vous remercie. Donc on va passer au vote des subventions aux associations.

Monsieur ROY Vincent : On n'a pas mis au vote.

Monsieur le Maire : Pardon ? Donc pour la décision modificative, excusez-moi. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération et à **L'UNANIMITÉ**

APPROUVE les propositions qui lui sont faites dans les modalités exposées ci-dessus

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an susdits.

Délibération
Transmise en sous-préfecture le :
1er juillet 2026
Publiée sur le site internet le :
1er juillet 2026

Monsieur le Maire : Donc pour le vote des subventions au point 2.3 aux associations.
Donc elle relève du budget, enfin de la somme qui était allouée aux associations lors du précédent mandat. Donc je propose l'adjoint aux associations. Qui c'est qui s'en occupe ? Vous avez le micro, s'il vous plaît ? Merci. Monsieur VAUTRIN, je vous en prie.

2.3. **Délibération 2026-06-23-02** : Vote des subventions aux associations – 1ère attribution.

Monsieur VAUTRIN René, conseiller délégué, expose à l'Assemblée,

Chaque année, la commune de Mandeure apporte son soutien à différentes structures ou associations ayant pour but de favoriser les pratiques culturelles, artistiques, sportives ou de développer des actions de solidarité et de soutien en faveur des plus démunis. Aussi, afin de continuer à dynamiser la vie locale et à renforcer la cohésion sociale, il est proposé au Conseil Municipal, d'attribuer aux associations, les subventions figurant dans le tableau ci-joint (au titre de l'année 2026).

CONCOURS ATTRIBUÉS AUX ASSOCIATIONS EN 2026

1- SUBVENTIONS

A – ASSOCIATIONS DE LA COMMUNE	2026
Association Culturelle (ASCBM)	17 000 €
Harmonie (école de Musique)	23 000 €
Harmonie de Beaulieu Mandeure	8 000 €
Amicale Vélocipédique Beaulieu (AVBM)	3 100 €
Avenir de Mandeure	2 500 €
Budo Kaï	250 €
Club de l'Amitié	700 €

G.S.A.M. (Spéléo)	400 €
Association de Pêche et Pisciculture	400 €
Club de Modèles Réduits Mandeure	250 €
Moto Club (enduro)	4 000 €
Les randonneurs de Mandeure	450 €
Chico-Band	350 €
Les vieux Carbus	150 €
Couleurs vocales	450 €
Mandeure VTT Singletrack	600 €
Handball	450 €
Mémoire et résistance PMA	150 €
TOTAL	**62 200 €**

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les propositions qui lui sont faites,
- d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches afférentes et verser les subventions susvisées aux associations pour l'année 2026,
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Monsieur le Maire : Merci René. Est-ce qu'il y a des questions ?

Monsieur BRESADOLA Pascal : Sur la première attribution par rapport à l'année dernière, il manque 7 associations.

Monsieur le Maire : On a traité toutes les demandes d'associations qui sont arrivées à la mairie. J'espère qu'il n'y a pas eu de loupés. Nous, en tout cas, on avait ça quand nous sommes arrivés. Toutes celles qui avaient demandé une subvention ou qui ont reçu une subvention l'année dernière. Il y en a qui n'ont pas demandé cette année, a priori. C'est peut-être pour ça.
Il n'y a pas eu de refus de subvention.

Monsieur BRESADOLA Pascal : Vous avez aussi fait des économies sur les attributions.

Monsieur le Maire : Sur les quoi ? Ce ne sont pas des économies. Étant donné que l'enveloppe est fixe, puisque ce n'est pas nous qui l'avons votée, et qu'il y a des associations qui vont arriver sur Mandeure cette année, on a forcément diminué l'ensemble des subventions pour pouvoir garder l'argent pour les nouvelles associations qui vont arriver cette année.
C'est bon ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération et à **L'UNANIMITÉ,**
Conformément à l'article L 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, Messieurs PLISSONNIER et ROY ne prennent pas part au vote respectivement pour les subventions à l'association Chico-Band et l'association de pêche et pisciculture.

APPROUVE les propositions qui lui sont faites dans les modalités exposées ci-dessus

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an susdits.

Délibération
Transmise en sous-préfecture le :
25 juin 2026
Publiée sur le site internet le :
25 juin 2026

2.3 **Délibération 2026-06-23-03** : Subventions aux écoles et collège.

Monsieur MADEIRA Nuno, Adjoint, expose au Conseil Municipal :

Chaque année, la commune de Mandeure apporte son soutien à différentes structures ou associations ayant pour but de favoriser les pratiques culturelles, artistiques, sportives ou de développer des actions de solidarité et de soutien en faveur des plus démunis. Aussi, afin de continuer à dynamiser la vie locale et à renforcer la cohésion sociale, il est proposé au Conseil Municipal, d'attribuer en première attribution les subventions figurant dans le tableau ci-joint (au titre de l'année 2026).

CONCOURS ATTRIBUÉS EN 2026

SUBVENTIONS SCOLAIRES

ECOLES	
Coopératives écoles primaires et maternelles (100 € par groupe scolaire)	400,00
Subvention voyage de fin d'année et classes découvertes école maternelle F. Bataille	1 000 €
Subvention voyage de fin d'année et classes découvertes école maternelle du Breuil	1 000 €
Subvention voyage de fin d'année et classes découvertes école élémentaire les Estelles	2 000 €

Subvention voyage de fin d'année et classes découvertes école élémentaire Fontenotte	2 000 €
TOTAL	**6 400 €**

COLLEGE	
Association sportive + foyer éducatif	890,00
TOTAL	**890€**
TOTAL GENERAL	**7290 €**

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les propositions qui lui sont faites,
- d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches afférentes et verser les subventions susvisées première attribution pour l'année 2026,
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

Si vous me posez la question, Monsieur BRESADOLA, les subventions sont équivalentes à l'année dernière.

Monsieur le Maire : Est-ce qu'il y a des questions ? Donc qui est contre ? Qui s'abstient ? Personne, je vous remercie.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération et à **L'UNANIMITÉ**

APPROUVE les propositions qui lui sont faites dans les modalités exposées ci-dessus

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an que ci-dessus.

Délibération
Transmise en sous-préfecture le :
25 juin 2026
Publiée sur le site internet le :
25 juin 2026

Point 3 – Urbanisme

3.1 **Délibération 2026-06-23.04** : Subvention ravalement de façades.

Monsieur BASILICO Nicola, Adjoint, expose à l'Assemblée,

Vu les délibérations du Conseil Municipal du 29 octobre 1993 et 21 février 1994, instaurant une subvention pour le ravalement de façades,

Vu les délibérations du Conseil Municipal en date des 31 janvier 2000, 28 janvier 2002 et 16 décembre 2002 instituant un règlement qui définit les critères et modalités d'attribution modifié par délibération du 23 avril 2021, soit pour les particuliers propriétaires et locataires 3.05 euros par mètre carré ravalé, peint ou nettoyé, soit pour les entreprises et commerces 2.44 euros par mètre carré ravalé, peint ou nettoyé.

Vu les crédits inscrits au budget primitif 2026,

Vu le dossier de demande de subvention présenté en Mairie et répondant aux critères d'attribution,

Dans le cas où les travaux sont réalisés par le pétitionnaire, la subvention est fixée à 50% du montant des factures, sans pouvoir dépasser 50% de la subvention qui serait attribuée si les travaux étaient réalisés par une entreprise.

Il est proposé de verser la subvention ci-dessous :

Travaux réalisés par une entreprise :

Monsieur LAMBERT Jérôme
10 rue de l'Église
25350 MANDEURE
30 m² * 3.05 € = 91,50 €

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les propositions qui lui sont faites,
- d'accepter le versement de la subvention de ravalement de façades ci-dessus énoncée.
- de dire que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2026.
- d'autoriser le Maire à accomplir toutes démarches afférentes.
-

Monsieur le Maire : Je te remercie Nicola. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération et à **L'UNANIMITÉ**

APPROUVE les propositions qui lui sont faites dans les modalités exposées ci-dessus

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an susdits.

Délibération
Transmise en sous-préfecture le :
25 juin 2026
Publiée sur le site internet le :
25 juin 2026

3.2 **Délibération 2026-06-23.05** : Désignation du représentant de la collectivité au sein de Territoire 25.

Monsieur BASILICO Nicola, Adjoint, expose à l'Assemblée,

Par délibération du Conseil Municipal n°25-02-24-08 en date du 24/02/2025, la Commune de Mandeure a validé le principe d'entrer au sein de la SPL Territoire 25 et est entrée au capital de cette dernière en qualité d'actionnaire.

Par la même délibération un représentant de la collectivité avait été désigné au sein de ladite SPL.

Suite aux dernières élections municipales de mars 2026, et conformément à l'article L 2122-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de désigner pour siéger au sein des instances de la SPL Territoire 25 :

Monsieur le Maire Stéphane PODGORA

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les propositions qui lui sont faites
- de désigner Monsieur le Maire Stéphane PODGORA comme représentant de la collectivité au sein de la SPL Territoire 25.

Monsieur le Maire : Merci Nicola. Est-ce qu'il y a des questions ? Je n'en vois pas.

Monsieur CECCARELLI Julien : Il s'agit de l'îlot Frossard le projet qui va être lancé au centre-ville de Mandeure.

Monsieur le Maire : Pas que, en fait. Territoire 25 est là pour nous aider dans les projets de la commune, dont celui-ci, mais un projet qui est en cours d'étude, donc qui n'est pas fait du tout, parce qu'on va vite s'apercevoir qu'on va avoir certaines contraintes, notamment au niveau des coûts de vente. Donc on a déjà eu des réunions là-dessus. On va voir ce que ça donne. Pour l'instant, c'est en phase d'étude, mais ce n'est pas dit que ce sera fait, parce qu'à un moment donné, il va falloir aussi, pour faire un projet, pouvoir le vendre. Et si c'est pour ne pas le vendre, on ne va plus le faire.

Monsieur CECCARELLI Julien : Avant de le vendre, il faut le construire et il y a la contrainte archéologique. Moi je suis pour la participation du Président actuel mais contre la participation de la commune à cette entreprise.

Monsieur le Maire : Bien sûr. C'est justement ça, l'objet d'étude, notamment une étude archéologique.
... Vous l'aviez dit, puisque c'était au mois de février que ça a été dit. D'accord. Mais vous étiez au conseil, je ne me rappelle plus.

Monsieur CECCARELLI Julien : Non je n'étais pas au conseil mais en tant que citoyen j'étais déjà contre.

Monsieur le Maire : Ah oui, d'accord. D'accord. Ah ben... En tant que citoyen, on peut être contre tout et pour tout. D'accord. Mais toujours est-il que c'est juste un projet en étude. Je me rappelle des débats qu'il y avait eu là-dessus. Pour l'instant, moi, ce que j'ai envie de voir, c'est qu'est-ce que ça va donner, qu'est-ce qu'il est possible de faire. Et, encore une fois, chaque projet sur Mandeure fera l'objet d'une étude et de discussions en municipalité avec tout le conseil municipal et avec les riverains, évidemment. Mais le projet qui est annoncé, entre guillemets, parce que c'est une esquisse, n'a rien à voir avec le projet qui avait été défini par l'ancienne mandature.
Il ne s'agit pas, là, de faire des immeubles en plein milieu de Mandeure. Et, de toute façon, ce n'est plus dans l'air du temps. La fabrication de T5, de T4, comme je vous l'ai dit, au prix du mètre carré, si on se retrouve avec des appartements à un million d'euros, la sociologie de Mandeure va changer si on arrive à les vendre. Mais je ne crois pas que ce soit encore le cas. Voilà. Donc, ça, c'est juste pour les études à faire, pour les projets à venir, mais pas forcément que pour ça.
Justement, le but, c'est de voir les projets qu'il est possible de faire à Mandeure, parce qu'il va falloir s'adapter à l'avenir et savoir comment va évoluer Mandeure, parce que l'habitat est important. Selon l'avenir de Mandeure, et selon les projets, notamment industriels, qu'il y aura. Donc, c'est pareil, on ne va pas construire des logements s'il n'y a pas de projet industriel derrière. Donc, ça, ça va venir, ça va voir. Donc, qui est... On a déjà voté. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Abstention ? Pas de soucis. Ce n'est pas un projet. D'accord.

Monsieur CECCARELLI Julien n'est pas contre le Maire mais contre la collaboration avec cette entreprise.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération et à **LA MAJORITÉ,**
1 abstention : Monsieur CECCARELLI Julien.

APPROUVE les propositions qui lui sont faites dans les modalités exposées ci-dessus

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an susdits.

Délibération
Transmise en sous-préfecture le :
25 juin 2026
Publiée sur le site internet le :
25 juin 2026

Monsieur le Maire : Merci. Donc Monsieur LOCHET Jean-Louis, on va passer au point 3.3.

3.3 **Délibération 2026-06-23.06** : Taxe sur la Publicité Extérieure – Fixation des tarifs à compter du 1er janvier 2027.

Monsieur LOCHET Jean-Louis, Adjoint, expose à l'Assemblée :

La taxe locale sur la publicité extérieure permet de lutter contre la pollution visuelle que constitue parfois la publicité extérieure lorsque son usage n'est pas modéré. Elle concerne tous les supports publicitaires fixes, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique. C'est le fameux panneaux 4X3 que vous voyez où il y a les grandes affiches, quelquefois qui se décollent.

Les dispositions fiscales relatives à la Taxe sur la Publicité Extérieure (TPE) sont, depuis le 1er janvier 2024, codifiées aux articles L454-39 à L454-77 du Code des impositions sur les biens et services (CIBS), tandis que les dispositions relatives à son institution, son recouvrement et ses sanctions demeurent prévues aux articles L2333-6, L2333-14 et L2333-15, R2333-10 à R2333-17 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Il est rappelé que, par délibération antérieure n° 2024-06-24-04, en date du 24/06/2024, la commune a fixé les tarifs applicables sur son territoire et que ceux-ci ont été actualisés en 2024 pour une application au 1er janvier 2025.

Conformément à l'article L454-58 du CIBS, les tarifs normaux et maximaux de la taxe sont indexés chaque année sur l'inflation, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'année N-2.

Pour l'année 2027, l'arrêté du 9 mars 2026 constatant les tarifs indexés sur l'inflation de la taxe sur la publicité extérieure, publié au Journal officiel le 18 mars 2026, fixe les montants applicables. Le taux de variation de l'indice des prix à la consommation hors tabac retenu est de 0,9 %.

Pour les communes de moins de 50 000 habitants, le tarif maximal applicable aux enseignes dont la superficie est inférieure ou égale à 50 m² est ainsi porté à 18,90 € par m².

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'actualiser les tarifs de la Taxe sur la Publicité Extérieure conformément aux dispositions du Code des impositions sur les biens et services ;
- de fixer, à compter du 1er janvier 2027, le tarif applicable aux enseignes dont la superficie est inférieure ou égale à 50 m² à **18,90 € par m²** ;
- d'appliquer les autres tarifs, exonérations et modulations prévus par les articles L454-60 à L454-66 du CIBS ;
- d'autoriser le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Maire : Merci Jean-Louis. Donc y a-t-il des questions ? Je n'en vois pas. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération et à **L'UNANIMITÉ**

APPROUVE les propositions qui lui sont faites dans les modalités exposées ci-dessus

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an susdits.

Délibération
Transmise en sous-préfecture le :
25 juin 2026
Publiée sur le site internet le :
25 juin 2026

Point 4 – Pays de Montbéliard Agglomération

4.1 **Délibération 2026-06-23-07** : Désignation du représentant au sein de la CLECT (Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées) à Pays de Montbéliard Agglomération.

Monsieur le Maire expose à l'Assemblée :

En vertu de l'article 1609C nonies 1V du Code Général des Impôts, une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges doit être créée entre l'établissement public intercommunal et ses communes membres.

Elle est composée de membres des Conseils municipaux des communes concernées et chaque Conseil municipal dispose d'au moins un représentant.
La CLECT a plusieurs missions, dont notamment, l'évaluation des coûts induits par les transferts de compétences entre les communes et la Communauté d'Agglomération.

Cette commission est composée de membres désignés au sein et par les conseils municipaux des communes.

Le nombre de membres de la commission est lui déterminé par le Conseil Communautaire. La commission doit être composée d'au moins un représentant par commune.

Par délibération n°C2026/57 du 13 mai 2026, les élus communautaires ont approuvé la création d'une commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) composée de 77 membres : un représentant par commune et quatre représentants de Pays de Montbéliard Agglomération.

La CLECT est créée sans limitation de durée.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- de désigner Monsieur LOCHET Jean-Louis, adjoint aux finances pour siéger au sein de la CLECT,
- en application de l'article L.2121-21 du Code Général des collectivités territoriales, de procéder à cette désignation par un vote à main levée si le Conseil municipal en décide à l'unanimité. Dans le cas contraire, il sera procédé à un vote à bulletin secret.

Je vous propose de faire un vote à moins qu'il y ait un candidat, peut-être, pardon. Non. Je vous propose de faire un vote à main levée, si ça ne vous dérange pas. Ça vous convient ? Super. Donc, qui vote pour la désignation de Monsieur LOCHET ? Je vais voter pour. Je vous remercie.
Donc Monsieur LOCHET nous représentera au sein de la CLECT, qui est une commission très importante pour la fiscalité. Donc, en pièce jointe, vous avez la délibération de PMA, qui vous a été transférée.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération et à **L'UNANIMITÉ**

APPROUVE les propositions qui lui sont faites dans les modalités exposées ci-dessus

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an susdits.

Délibération
Transmise en sous-préfecture le :
25 juin 2026
Publiée sur le site internet le :
25 juin 2026

Point 5 –

5.1 **Délibération 2026-06-23.08** : Renouvellement de la délégation de service public concernant la mise en fourrière et le gardiennage de véhicules terrestres pour la Commune de Mandeure – Choix du délégataire.

Monsieur PLISSONNIER Hervé, Adjoint, expose à l'Assemblée.

Par délibération n°014-2016 du 29 janvier 2016, la commune a décidé de créer un service public de mise en fourrière automobile et de gardiennage des véhicules terrestres, dans le cadre d'une délégation de service public.

À l'issue d'une procédure de mise en concurrence engagée en 2021, le Conseil municipal a retenu la société S.A. NEDEY, sise ZA de la Cray à Voujeaucourt, comme délégataire du service.

La convention actuellement en vigueur a été notifiée le 26 octobre 2021 pour une durée de cinq ans. Celle-ci arrivera à échéance le 25 octobre 2026.

Dans la perspective de cette échéance, il appartient à la commune de se prononcer sur le devenir du service et, le cas échéant, sur le principe du renouvellement de la délégation de service public.

1. Objet du service

Le service de fourrière automobile a pour objet :

- l'enlèvement des véhicules prescrits par les autorités compétentes ;
- le transport des véhicules ;
- leur gardiennage ;
- ainsi que les opérations administratives liées à la gestion de la fourrière, conformément à la réglementation en vigueur.

Le délégataire intervient à la demande des services habilités, notamment des forces de l'ordre territorialement compétentes.

Bien que la mise en fourrière automobile ne constitue pas une obligation légale pour les communes dans les mêmes conditions qu'une fourrière animale, elle demeure un outil nécessaire à l'exercice des pouvoirs de police du Maire en matière de sécurité routière et de gestion du stationnement.

La mise en fourrière peut notamment être prescrite dans les cas suivants :

- stationnement gênant ou abusif ;
- abandon de véhicule ;
- conduite sans permis ;
- défaut de contrôle technique ;
- conduite sous l'emprise d'alcool ou de stupéfiants ;
- ou toute autre situation prévue par les dispositions du Code de la route.

2. Bilan d'activité du service

Le bilan d'activité transmis par le délégataire est le suivant :

Année	Nombre de mises en fourrière
2021	1
2022	4
2023	0
2024	1
2025	Bilan non transmis à ce jour

Toutefois, ces données ne reflètent pas pleinement l'activité opérationnelle des services de police municipale.

En effet, au cours de l'année 2025, 19 procédures relatives à des véhicules en stationnement abusif sur la voie publique ont été enregistrées. Dans l'ensemble des cas, les propriétaires ont pu être identifiés et les infractions ont cessé avant qu'une mise en fourrière ne soit effectivement exécutée.

À l'inverse, l'année 2026 démontre le caractère aléatoire mais néanmoins indispensable du dispositif :

- une opération d'enlèvement a déjà été réalisée dans le cadre d'un stationnement gênant sur un chantier rue du Pont ;

- deux autres véhicules, dont les propriétaires n'ont pu être identifiés ou qui n'ont pas obtempéré, doivent prochainement faire l'objet d'un enlèvement.

Ces éléments confirment que, même si les mises en fourrière effectives demeurent limitées, la commune doit pouvoir disposer à tout moment d'un dispositif opérationnel permettant l'exécution des mesures prescrites par les autorités compétentes.

3. Analyse des modes de gestion envisageables

A. Maintien d'une délégation de service public

Le recours à une délégation de service public permet de confier à un opérateur spécialisé :

- ☞ les opérations d'enlèvement ;
- ☞ le remorquage ;
- ☞ le gardiennage ;
- ☞ l'expertise ;
- ☞ ainsi que, le cas échéant, les opérations de destruction des véhicules.

Ce mode de gestion présente plusieurs avantages pour la collectivité :

- ✓ absence d'investissement communal en matériel spécialisé ;
- ✓ absence de création d'une structure municipale dédiée ;
- ✓ transfert des risques d'exploitation au délégataire ;
- ✓ prise en charge des aléas liés aux frais impayés, aux véhicules abandonnés ou aux propriétaires introuvables ;
- ✓ simplification de la gestion administrative et logistique.

Dans le cadre d'une DSP, le délégataire exploite le service à ses risques et périls et se rémunère principalement sur les recettes perçues auprès des usagers conformément aux tarifs réglementaires en vigueur.

Les aléas liés à l'exploitation quotidienne sont ainsi assumés par le délégataire.

B. Recours à un marché public

La commune pourrait également recourir à un marché public afin de confier uniquement les prestations techniques d'enlèvement à un prestataire privé.

Toutefois, dans cette hypothèse, la collectivité conserverait à sa charge :

- ✓ le risque financier d'exploitation ;
- ✓ la rémunération du prestataire ;
- ✓ ainsi que l'organisation complète du service de fourrière.

La commune devrait alors notamment :

- ✓ déterminer un lieu de stockage agréé sur son territoire ;
- ✓ assurer la conformité réglementaire du site ;
- ✓ prévoir les dispositifs de sécurisation nécessaires ;
- ✓ désigner un gardien de fourrière régisseur ;
- ✓ fixer les horaires d'ouverture du service ;
- ✓ organiser les modalités de restitution des véhicules ;
- ✓ et mettre en place les moyens humains et matériels nécessaires.

Au regard du faible volume d'activité constaté et des contraintes techniques importantes attachées à cette solution, ce mode de gestion apparaît peu adapté à la situation de la commune.

4. Intérêt du maintien d'une DSP

Au regard :

- des besoins ponctuels mais réels du service ;
- des contraintes techniques et réglementaires liées à l'activité ;
- de l'absence de moyens communaux dédiés ;
- du caractère aléatoire des interventions ;
- ainsi que des coûts potentiels qu'engendrerait une gestion directe ou un marché public,

Le maintien d'une délégation de service public apparaît comme la solution la plus adaptée pour la commune.

Ce mode de gestion permet :

- d'assurer la continuité du service ;
- de garantir la capacité opérationnelle des autorités compétentes ;
- de limiter les coûts et les investissements supportés par la collectivité ;
- et de transférer les risques d'exploitation au délégataire.

5. Caractéristiques principales de la future convention

Il est envisagé de conclure une nouvelle convention de délégation de service public présentant les caractéristiques principales suivantes :

- exploitation du service de mise en fourrière et gardiennage des véhicules terrestres ;
- intervention à la demande des autorités compétentes ;
- prise en charge de l'enlèvement, du transport, du gardiennage et des opérations afférentes ;
- exploitation du service aux risques et périls du délégataire ;
- rémunération principalement assurée par les recettes perçues auprès des usagers conformément aux tarifs réglementaires en vigueur ;
- durée prévisionnelle de la convention : cinq ans.

6. Procédure envisagée

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et du Code de la commande publique relatives aux concessions de service public, la commune engagerait une procédure de publicité et de mise en concurrence en vue de désigner un nouveau délégataire.

La procédure comprendrait notamment :

- une publicité adaptée ;
- la réception et l'analyse des candidatures et des offres ;
- l'avis de la commission de délégation de service public ;
- puis l'approbation du choix du délégataire par le Conseil municipal.

7. Autorisation de procédures ultérieures

Le Conseil municipal autorise le Maire à engager, le cas échéant, toute procédure de publicité et de mise en concurrence nécessaire au renouvellement de la délégation de service public relative à la mise en fourrière automobile et au gardiennage des véhicules terrestres, dans le

respect des dispositions du Code général des collectivités territoriales et du Code de la commande publique.

Considérant ce qui précède, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe du recours à une délégation de service public comme mode de gestion du service de mise en fourrière automobile et de gardiennage des véhicules terrestres ;
- d'approuver le lancement d'une procédure de publicité et de mise en concurrence en vue de la conclusion d'une nouvelle convention de délégation de service public à compter du 26 octobre 2026 ;
- d'approuver les caractéristiques principales de la future convention telles que présentées dans le présent rapport ;
- d'autoriser le Maire à définir les modalités de publicité et de mise en concurrence appropriées ;
- d'autoriser le Maire à engager, signer et exécuter l'ensemble des actes nécessaires à la passation de la procédure de délégation de service public ;
- d'autoriser le Maire à accomplir toutes démarches afférentes au renouvellement de la délégation de service public relative à la fourrière automobile.

Madame CONAT Daniela quitte la séance à 20h57 et revient à 20h59.

Monsieur le Maire : Merci Hervé. Y a-t-il questions ? Excusez-moi, je m'adresse au... Pardon. C'est bon, je n'en vois pas. Donc, qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération et à **L'UNANIMITÉ**

APPROUVE les propositions qui lui sont faites dans les modalités exposées ci-dessus

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an susdits.

Délibération
Transmise en sous-préfecture le :
25 juin 2026
Publiée sur le site internet le :
25 juin 2026

Monsieur le Maire : Donc, les points 6, 7 et 8 suivants sont des décisions prises pour le camping municipal. Donc, vous avez, j'espère, appris que le camping municipal a été ouvert depuis lundi dernier (le 15 juin). Donc, je vous invite tous à vous y rendre régulièrement, puisque c'est un endroit très agréable et c'est important de le fréquenter, puisque nous allons renouveler dès cet automne. Il va falloir qu'on travaille sur la future gestion du camping.
Donc, ce serait bien de voir si ça concerne vraiment les habitants Mandeure ou pas. Donc, s'il n'y a pas d'habitants de Mandeure qui vont au camping, dans le fond, il faudra s'interroger collectivement pour savoir s'il faut un camping ou pas. Sachant que le but, c'est d'avoir une animation pour Mandeure.

Donc, n'hésitez pas à y aller, c'est un endroit très agréable. Je vous invite vraiment à y passer du temps, parce que moi, j'y vais de temps en temps et je ne vois pas énormément de gens de Mandeure pour l'instant, donc c'est dommage. Donc, n'hésitez pas à faire passer le message et puis à aller voir comment ça se passe, parce que c'est plutôt un endroit très sympa.

Point 6 – Décision n°2026/005 du 11 juin 2026 Marché n°2026-01- Gestion, restauration, animation et exploitation partielle du camping municipal- Attribution du marché SARL REGIETECH.

Voir décision jointe en annexe.

Monsieur le Maire : Le marché avait été confié à la société REGIETECH pour un contrat de 3 mois, donc qui courra jusqu'à mi-septembre, je crois. 15 septembre. 15 septembre, voilà.
Et donc, on va voir ce que ça donne. Et puis, sachez que l'ouverture du camping, c'est au 15 juin que ça a été ouvert, je crois. Vraiment, le timing a été vraiment très serré.
C'est plutôt une chance d'avoir pu l'ouvrir pour cette date-là. Je remercie les membres de l'opposition qui ont participé au groupe de travail par rapport à ça. J'espère que ça marchera bien, puisque c'est l'avenir du camping qui se joue aussi dès cette année, parce qu'après, on va en discuter dès cet automne pour les prochaines années.
Donc, ce serait bien que ça marche, tout simplement.

Point 7 – Décision n°2026/006 du 11 juin 2026- Marché n°2026-01-Gestion, restauration, animation et exploitation partielle du camping municipal- Autorisation de signature d'une convention de mandat de gestion avec le titulaire REGIETECH.

Voir décision jointe en annexe.

Point 8 – Décision n°2026/007 du 16 juin 2026 - Marché n°2026-01-Gestion, restauration, animation et exploitation partielle du camping municipal- Autorisation de signature d'une convention de mandat d'une licence IV avec le titulaire (REGIETECH).

Voir décision jointe en annexe.

Monsieur le Maire : Et en point divers. Oui, je vous en prie.

Monsieur BRESADOLA Pascal souhaiterait connaître le coût des sanitaires.

Monsieur LOCHET Jean-Louis : Alors, le coût des sanitaires, c'est ce qui a été... On avait regardé pour essayer de le travailler en régie. Ce serait très compliqué du fait des congés, des absences. Sur trois mois, en plus, on était en pleine période de vacances. Donc, on est passé par la Société Lustral. Le sous-traitant l'avait déjà pris, je crois, les années d'avant. La Société TERRAMINÉE devait travailler déjà avec eux, parce que ce n'était pas eux qui devaient travailler sur les sanitaires. Et ce qu'on a fait au début, pour vous donner le prix global, avant d'ouvrir le camping, on a fait nettoyer les mobilhomes, on a fait nettoyer le système de restauration, plus les sanitaires. Donc, le coût total de cette opération, elle est de 17 000 euros. En sachant qu'il avait été budgété par rapport au camping, l'ancienne municipalité avait donc budgété, sur le budget 2026, 50 000 euros, sur le budget pour le camping. Aujourd'hui, on va être à 25 000, Stéphane, j'ai 25 000 hors taxes, 30 000 TTC, plus 17 000 TTC.

Donc, on sera à 47 000 euros. Pardon ?

Monsieur BOUCHÉ Gérard indique que le coût est pour deux mois et demi de moins d'ouvertures que la saison passée.

Monsieur LOCHET Jean-Louis : En sachant quand même que l'année passée, ça coûtait quand même 72 000 euros. Non mais, ce qu'il faut remarquer quand même, c'est que ça coûtait quand même 72 000 euros. Voilà.

Monsieur le Maire : Il faut refaire un point en septembre et avoir plus de temps pour réfléchir pour 2027.

Monsieur LOCHET Jean-Louis : On n'avait pas choisi cette année de faire autrement. On en a discuté ensemble. Donc, c'est ce qu'on avait voulu faire. C'était ouvrir le camping, donner de l'animation à Mandeure, et puis relativiser un petit peu les prix. Mais c'est vrai que, voilà, l'appel d'offres a été fait, parce qu'il y a eu beaucoup de retours. Il y a eu des retours, mais les gens n'avaient pas trop compris ce qu'on souhaitait faire. Et c'est quand même compliqué de rouvrir un camping quand il faut faire de l'animation, de la restauration, du nettoyage. Donc, voilà. Donc, c'est vrai qu'il faut confier ça à des sociétés. Mais comme le disait Monsieur le Maire tout à l'heure, on fera un point au mois de septembre, on le refera avec vous, et puis, effectivement, avec la population, pour montrer exactement ce qu'il en est du camping sur cette période-là. Et on réfléchira pour l'année prochaine. On aura plus de temps à consacrer, à faire des appels d'offres. Et on verra comment on gère le camping l'année prochaine. Voilà.

Monsieur BRESADOLA Pascal : Le contrat reçu est complet ou il en manque ? Je ne vois aucun point sur les obligations de l'animation.

Monsieur le Maire : Vous avez reçu... Vous parlez de la convention ? Oui. Vous n'avez pas la convention totale ? D'accord. D'accord. Et on peut la renvoyer, là, non ? Donc, désolé pour l'oubli. Et du coup, vous la recevrez très rapidement, puisqu'il n'y a rien à cacher, puisqu'on l'avait déjà montré à...On l'avait déjà échangé avec Monsieur PERRIGUEY.

Monsieur LOCHET Jean-Louis : Et concernant les horaires d'ouverture, donc, du lundi au vendredi, c'est 8h/14h, 16h30/21h. Le samedi, 8h30/14h, 16h30/21h. Sauf, effectivement, s'il y a des animations, ça ira jusqu'à 22h même en semaine, s'il y a quelque chose de spécial, en ce moment, il y a la Coupe du Monde. S'il y a un match qui déborde un petit peu, donc les gens seront là. Et le dimanche, on avait retenu un peu l'idée que vous aviez émise, ça sera de 8h30 à 21h non-stop. Comme ça, une ouverture complète le dimanche pour les gens qui veulent se balader, pour pouvoir aller boire un coup, manger une glace, quoi que ce soit. Donc, voilà. Et donc, la restauration, il y aura une restauration, donc, le midi, alors, petite restauration, le midi et le soir.

Monsieur le Maire : Merci. Et sachez que pour le prochain mode de gestion du camping, on est ouvert à tout. Ce sera donc aux personnes concernées, dans les commissions à venir, de travailler là-dessus. Donc, je compte sur vos propositions pour l'année prochaine à trouver justement... Mais ce qui est important cette année, ça va être quand même de voir la fréquentation, je vous le dis, parce que trouver un prestataire ou faire en régie ou même trouver encore une DSP, si on n'a pas les fréquentations réelles, savoir si c'est rentable de tenir un camping comme ça, parce que les gens qui vont venir, s'ils disent oui, on vous le fait gratuitement, on le fait, et puis au bout de 15 jours, ils voient que c'est impossible, finalement, ça ne va pas résoudre le problème. Donc, c'est pour ça que cette année, c'est très important de l'ouvrir pour avoir la fréquentation, parce que ce sont les chiffres qui vont nous permettre justement de travailler pour l'avenir.
Si les chiffres sont mauvais, autant vous dire qu'il va vraiment falloir se poser la question. Voilà.

Monsieur PERRIGUEY Christian : Après il faudra travailler beaucoup sur la communication, Beaulieu ne sait pas ce qu'il s'y passe. Il faut travailler dessus.

Monsieur le Maire : Bien sûr. Bien sûr. C'est leur boulot. Ils sont...

Monsieur BOUCHÉ Gérard : C'est un boulot.

Monsieur le Maire : Oui.

Monsieur PERRIGUEY Christian : Les gens ne savaient pas, ils l'apprenaient après jusqu'à présent.

Monsieur le Maire : Bien sûr. Bien sûr. Après, l'idée, c'est d'avoir une récurrence dans le temps aussi, parce que chaque événement qu'il va se passer à Mandeure, tous les ans, quel que soit l'événement, au tout début, il n'y aura personne. L'année d'après, peut-être qu'il y aura un peu de monde, peut-être qu'il n'y aura personne. Mandeure, il faut savoir, vous allez vite le comprendre, pour que les gens se déplacent, il va falloir faire quelque chose. Et la communication ne fait pas tout, en fait. Voilà. Donc, j'espère, moi, nous, notre but, c'est de proposer des animations à la population. Si la population ne vient pas, après, on peut se poser la question de l'animation. Et justement, ça nous parlera. On parlait du périmètre des services publics, peut-être que ça en fera partie.
C'est bon ? Alors, j'avais... j'avais une petite déclaration à vous faire avant la fin. Monsieur PERRIGUEY, c'est bon ? Ok super.

Dires inaudibles

Point 9 – Divers.

Monsieur le Maire : D'accord. Donc, concernant la vie de la commune au niveau administratif, je voulais vous informer qu'une évolution concernant l'administration de notre commune.
Donc, Mme VÉRY, DGS, donc Directrice Générale des Services, m'a fait part de sa décision de mettre fin à ses fonctions de DGS au sein de la commune de Mandeure, afin de poursuivre son parcours professionnel vers de nouveaux projets. Je tiens à préciser que cette décision résulte d'une démarche personnelle de sa part et qu'elle s'inscrit dans un cadre de dialogue serein et respectueux. Je souhaite remercier Mme VÉRY pour le travail qu'elle a accompli au service de notre collectivité, pour son engagement auprès des élus et des agents, ainsi que pour son implication dans le fonctionnement quotidien de la commune.
Durant la période à venir, Mme VÉRY assurera la transition avec le professionnalisme dont elle a fait preuve depuis notre arrivée, et nous veillerons à assurer la continuité du service public. Nous engagerons les démarches nécessaires au recrutement d'un nouveau directeur général des services. Je lui adresse au nom de la commune tous nos vœux de réussite dans la poursuite de sa carrière professionnelle. Cette évolution ne remet nullement en cause les qualités professionnelles de Mme VÉRY, avec laquelle les relations demeurent constructives et respectueuses. Comme vous le savez, les collectivités évoluent, les parcours professionnels aussi. Je respecte ce choix et je souhaite à notre DGS la pleine réussite dans la suite de sa carrière.
Ce sera une évolution majeure au sein de la commune comme vous pouvez le penser. La transition se fera telle qu'elle s'est faite jusqu'à présent, en douceur et avec professionnalisme. Je vous remercie.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h12 pour donner la parole au public

Les sujets abordés par le public :

- **demande d'explications sur la fourrière, si les véhicules concernés sont juste ceux sur la voie publique,** (la commune s'occupe de la voie publique pas des terrains privés),
- **une administrée indique qu'une plainte a été déposée à NEOLIA mais que rien n'est fait, concernant le stationnement sur les parkings NEOLIA,**
- **demande ce qui sera fait place du 8 mai,**
- **des problèmes d'incivilité sont soulevés (klaxon, musique, bruit, détérioration, tapage nocturne…) une caméra est demandée** (à l'étude – travaille en collaboration avec la police municipale et la gendarmerie),
- **manifestation non annoncée aux riverains,**
- **annulation de jeunesse en fête le 24 juin,**
- **stationnement des camionnettes de la ville vers le Majestic oblige les piétons à s'avancer sur la route (pas de visibilité),**
- **chaleur dans la salle des sports** (compétence PMA),
- **problème de clés et de serrures** (vérification par les services techniques).

Le Maire reprend la séance à 21h33 pour la lever

Monsieur le Maire **:** Je vous souhaite un bel été. Prenez bien soin de vous, de vos proches, avec cette chaleur. Et donc, le prochain conseil sera normalement au mois de septembre. Je n'ai pas encore la date pour tout vous dire. Donc elle sera communiquée dès qu'on le saura. Je vous remercie. Bonne continuation et à très bientôt.

Est annexé à ce procès-verbal :

- **PowerPoint présentation financière,**
- **délibération N° C2026/57 Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées – Composition PMA,**
- **décisions n°2026/005 ; 2026/006 et 2026/007,**
- **cahier des charges du marché du camping.**

Les délibérations 2026-06-23-01 à 2026-06-23-08 ont été examinées au cours de cette séance.

En application de l'article L 2121-25 du code général des collectivités territoriales, la liste des délibérations examinées par le conseil municipal de la présente séance a été affichée à la mairie et publiée sur le site internet de la commune le 25 juin 2026.

Adopté et arrêté à l'unanimité le 22 septembre 2026.

Le secrétaire de séance
Hervé PLISSONNIER

MAIRIE DE MANDEURE 25350

Le Maire
Stéphane PODGORA

MAIRIE DE MANDEURE 25350

Trajectoire et prospective financière

Commune Mandeure

2026/423

La trajectoire

CA-CFU	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dépenses réelles de fonctionnement	5 114 325	5 243 964	5 487 855	5 775 187	6 156 094	6 142 698
Recettes réelles de fonctionnement	5 832 014	5 915 781	5 985 672	6 435 539	6 401 740	6 193 437
EPARGNE brute	717 689	671 817	497 817	660 352	245 646	50 739
REMBT CAPITAL DE LA DETTE	249 676	292 212	203 037	205 864	211 078	228 750
EPARGNE NETTE	468 013	379 605	294 780	454 488	34 568	(178 012)
épenses réelles d'investissement hors det	1 214 198	1 433 562	785 791	417 525	480 482	554 434
Financement de l'investissement	1 648 796	726 648	540 482	1 056 807	994 411	(57 977)
Résultat de l'exercice	434 598	(706 914)	(245 309)	639 282	513 929	(612 411)
Résultat 1er janvier	1 707 640	2 142 239	1 435 324	1 190 015	1 829 497	2 343 426
Résultat final 31-12	2 142 239	1 435 324	1 190 015	1 829 297	2 343 426	1 731 015
dette 1er janvier	2 446 378	2 996 702	2 704 490	2 501 453	2 545 588	3 084 510
dette 31-12	2 996 702	2 704 490	2 501 453	2545588,46	3 084 510	2 855 760

CA-CFU	2020	2025	var% moy/AN	var25-20
Dépenses réelles de fonctionnement	**5 114 325**	**6 142 698**	**4,0%**	**1 028 373**
chapitre 011 - charges à caractère général	946 551	1 257 112	7%	310 560
chapitre 012 - charges de personnel	3 380 106	3 994 647	4%	614 541
chapitre 014 - atténuation de produits	85 103	65 244	-5%	(19 859)
chapitre 65 - autres charges de gestion courante	639 571	752 277	4%	112 706
dont CCAS	*340 000*	*360 640*	*1%*	*20 640*
dont subventions associations	*124 099*	*139 290*	*2%*	*15 191*
dont autres subventions et contributions	*44 300*	*154 259*		*109 959*
déficit BA Lotissement				-
chapitre 66 - charges financières (intérêts de la dette)	40 986	71 628	15%	30 642
chapitre 67 - charges exceptionnelles	17 008	1 790	-18%	(15 218)
chapitre 68 - provision	5 000			(5 000)
				-
Recettes réelles de fonctionnement	**5 832 014**	**6 193 437**	**1,24%**	**361 423**
chapitre 013 - atténuation de charges	136 932	97 852	-6%	(39 080)
chapitre 70 - produits des services	211 896	381 075	16%	169 179
chapitre 73 - impôts et taxes	**4 661 050**	**4 813 401**	**1%**	**152 350**
dont AC		*2 874 849*		*2 874 849*
dont fiscalité		*1 594 366*		*1 594 366*
dont DMTO		*138 163*		*138 163*
chapitre 74 - dotations, subventions et participations	629 027	708 926	3%	79 899
DSR		*61 975*		*61 975*
exonération TF étab industriels		*381 677*		*381 677*
chapitre 75 - autres produits de gestion	191 468	191 453	0%	(15)
chapitre 76 - produits financiers	5	176		171
chapitre 77 - produits exceptionnels	1 636	555		(1 081)

2024/424

L'épargne brute chute fortement

CA-CFU	2020	2021	2022	2023	2024	2025
EPARGNE brute	717 689	671 817	497 817	660 352	245 646	50 739
REMBT CAPITAL DE LA DETTE	249 676	292 212	203 037	205 864	211 078	228 750
EPARGNE NETTE	468 013	379 605	294 780	454 488	34 568	(178 012)

Une année 2025 engageante, qui se poursuivra en 2026

	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	
Dépenses réelles d'investissement hors dette	**470 867**	**183 348**	**419 907**	**485 266**	**584 081**	**1 368 696**	**3 512 164**
							2024strate 300a400/hab
Financement de l'investissement	**121 856**	**222 019**	**90 945**	**154 651**	**247 745**	**162 890**	**1 000 106**
chap 10 - FCTVA - N-2 +TA + 165+cession	67 951	98 109	26 144	47 124	88 157	100 358	427 843
chap 13 subventions +div	53 905	123 910	64 801	107 527	159 588	62 532	572 263
							-
Besoin de financement de l'investissement	349 011	(38 671)	328 962	330 615	336 336	1 205 806	2 512 058
AUTOFINANCEMENT NET	120 851	141 876	230 399	202 964	186 879	145 913	1 028 883
emprunt		250 000	300 000			679 800	1 229 800

2026/425

Analyse détaillée de la trajectoire

- Les recettes trop fortement contraintes avec la part des attributions de compensation qui est gelée à son niveau historique
- L'état qui considère la commune comme riche et lui demande un effort supérieur : DGF à zéro, faible DSR, impact TF INDUST
- En dépense une masse salariale élevée en pourcentage et en dynamique avec +4% en moyenne malgré la suppression de 10 postes

La fiscalité aurait pu être actionnée avant d'entrer dans cette situation ET l'investissement en 2025 (et 2026) aurait gagné à être un peu contenu de 300/500K€ HT de moins afin de limiter dette et intérêts induits

CA-CFU	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dépenses réelles de fonctionnement	**5 114 325**	**5 243 964**	**5 487 855**	**5 775 187**	**6 156 094**	**6 142 698**
chapitre 011 - charges à caractère général	946 551	923 729	1 107 226	1 240 173	1 296 393	1 257 112
chapitre 012 - charges de personnel	3 380 106	3 438 240	3 726 618	3 970 546	3 981 179	3 994 647
chapitre 014 - atténuation de produits	85 103	40 321	-		54 976	65 244
chapitre 65 - charges de gestion courante	639 571	798 844	616 763	528 647	734 558	752 277
dont CCAS	*340 000*	*340 000*	*270 000*	*210 000*	*378 500*	*360 640*
dont subventions associations	*124 099*	*138 733*	*135 103*	*136 429*	*139 640*	*139 290*
dont autres subventions et contributions	*44 300*	*45 200*	*112 443*	*89 167*	*119 456*	*154 259*
déficit BA Lotissement		*150 670*				
chapitre 66 - charges financières (intérêts)	40 986	37 172	37 027	35 467	88 477	71 628
chapitre 67 - charges exceptionnelles	17 008	5 658	222	353	512	1 790
chapitre 68 - provision	5 000					

2026/426

Plusieurs évolutions nettes

- Entre 2021 et 2023 le chapitre 011 augmente dans des proportions élevées : +317K€, soit +34 % en deux ans
- Le poste des autres subventions et contributions entre 2020 et 2025 : +110K€ (SIVAMM-ECOLES PRIVÉES – SIACVH)
- Le CCAS contenu en 2023 mais relativement oscillant
- La masse salariale avec +600K€ est au cœur de la dégradation de l'épargne ; ce rythme de +4% représente une hausse des salaires en plus du droit à la carrière (GVT) et de la hausse de la CNRACL

CA-CFU	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Recettes réelles de fonctionnement	**5 832 014**	**5 915 781**	**5 985 672**	**6 435 539**	**6 401 740**	**6 193 437**
chapitre 013 - atténuation de charges	136 932	194 469	186 528	227 620	187 215	97 852
chapitre 70 - produits des services	211 896	226 140	283 439	351 004	309 709	381 075
chapitre 73 - impôts et taxes	**4 661 050**	**4 537 129**	**4 672 566**	**4 802 045**	**4 838 242**	**4 813 401**
dont AC		*2 874 849*	*2 874 849*	*2 874 849*	*2 874 849*	*2 874 849*
dont fiscalité			*1 435 941*	*1 529 244*	*1 578 832*	*1 594 366*
dont DMTO			*194 090*	*198 930*	*156 406*	*138 163*
chapitre 74 - dotations, subventions et participations	629 027	687 603	614 358	876 729	757 137	708 926
DSR			*42 806*	*49 861*	*55 555*	*61 975*
exonération TF étab industriels			*315 346*	*379 230*	*374 665*	*381 677*
chapitre 75 - autres produits de gestion	191 468	261 097	192 649	172 023	302 337	191 453
chapitre 76 - produits financiers	5	95	111	218	213	176
chapitre 77 - produits exceptionnels	1 636	8 801	36 022	5 899	6 888	555

2026/427

Le parallèle avec les recettes est frappant

- Une tendance basse à +1,24% du fait du poids des AC
- Malgré la croissance des recettes fiscales +370K€
- Difficile à lire dans le temps, les recettes ont donc traversé cette séquence : la TH reformée + le transfert des DMTO du 74 en 2020 au 73 en 2025 + la compensation significative de la TF des établissements industriels + une recette haute de la Caisse d'allocations Familiales (268K€)
- Il est à noter que le levier fiscal n'a pas été actionné depuis 2012
- Quelques effets d'aubaine en 2021 (clôture du budget annexe du lotissement de la Fontenotte / reprise du résultat) et 2024 (assurances suite aux réparations des dégâts de grêle) au chapitre 75 qui ont pu masquer temporairement la dégradation des comptes : assurance, auxquels s'ajoutent les aléas des IJ, au titre du remboursement du personnel en arrêt maladie

ANALYSE DES EQUILIBRES FINANCIERS FONDAMENTAUX			
En milliers d'Euros	Euros par habitant	Moyenne de la strate	OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT
6 213	1 273	1 233	**TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT = A**
6 190	1 268	1 195	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT CAF
1 639	336	552	dont : Impôts Locaux
2 894	593	148	Fiscalité reversée par les groupements à fiscalité propre
250	51	80	Autres impôts et taxes
56	11	160	Dotation globale de fonctionnement
702	144	101	Autres dotations et participations
7	1	3	dont : FCTVA
310	63	97	Produits des services et du domaine
6 161	1 263	1 084	**TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT = B**
5 914	1 212	979	CHARGES DE FONCTIONNEMENT CAF
3 794	777	530	dont : Charges de personnel
1 273	261	302	Achats et charges externes
88	18	18	Charges financières
62	13	29	Contingents
579	119	54	Subventions versées
51	11	149	**RESULTAT COMPTABLE = A - B = R**

L'épargne brute

CA-CFU	2020	2021	2022	2023	2024	2025
EPARGNE brute	717 689	671 817	497 817	660 352	245 646	50 739
REMBT CAPITAL DE LA DETTE	249 676	292 212	203 037	205 864	211 078	228 750
EPARGNE NETTE	468 013	379 605	294 780	454 488	34 568	(178 012)

CA-CFU	2020	2021	2022	2023	2024	2025
épenses réelles d'investissement hors det	**1 214 198**	**1 433 562**	**785 791**	**417 525**	**480 482**	**554 434**
Financement de l'investissement	**1 648 796**	**726 648**	**540 482**	**1 056 807**	**994 411**	**(57 977)**
chap 10 - FCTVA - N-2 +TA + 165+cession	150 113	226 427	216 185	243 791	135 001	71 594
chap 13 subventions +div	230 326	118 547	27 746	108 124	74 112	48 441
autres (165)	345	2 070	1 770	404	730	
Besoin de financement de l'investissement						
AUTOFINANCEMENT NET	468 013	379 605	294 780	454 488	34 568	(178 012)
emprunt	800 000			250 000	750 000	-
Résultat de l'exercice	434 598	(706 914)	(245 309)	639 282	513 929	(612 411)
Résultat 1er janvier	1 707 640	**2 142 239**	**1 435 324**	**1 190 015**	**1 829 497**	2 343 426
Résultat final 31-12	2 142 239	1 435 324	1 190 015	1 829 297	2 343 426	1 731 015
dette 1er janvier	2 446 378	2 996 702	2 704 490	2 501 453	2 545 588	3 084 510
dette 31-12	2 996 702	2 704 490	2 501 453	2545588,46	3 084 510	2 855 760

2026/429

La clôture, les RAR et l'entrée en 2026

- Correctement doté par un résultat de 1,7M€ la commune pourrait sembler à l'abri pour entrer dans sa nouvelle séquence
- Mais il convient de noter que l'engagement juridique sur le projet de la RD mobilisera les ressources financières du résultat
- RAR en dépenses 725K€ dont 490K€ pour le projet voirie/part SYDED et 235K€ pour le reste des autres projets
- 1,785 M€ en recettes RAR qui ne concerne que des dépenses futures
- Dont l'emprunt signé en 2025 de 900K€, inscrits en RAR, assure l'équilibre financier de l'opération et sera perçu en cours d'année 2026
- Dont 885K€ de subventions (à noter 213K€ perdus par le jeu des incompréhensions et des décisions du Département)

CA-CFU	2025	BP 2026	CA 26
Dépenses réelles de fonctionnement	**6 142 698**	**6 255 222**	**5 999 847**
chapitre 011 - charges à caractère général	1 257 112	1 477 875	1 250 000
chapitre 012 - charges de personnel	3 994 647	3 975 000	3 960 000
chapitre 014 - atténuation de produits	65 244	70 000	70 000
chapitre 65 - charges de gestion courante	752 277	651 891	651 891
dont CCAS	*360 640*	*318 043*	
dont subventions associations	*139 290*	*140 000*	
dont autres subventions et contributions	*154 259*	*88 550*	
déficit BA Lotissement			
chapitre 66 - charges financières (intérêts)	71 628	79 956	67 456
chapitre 67 - charges exceptionnelles	1 790	500	500
chapitre 68 - provision			
Recettes réelles de fonctionnement	**6 193 437**	**5 913 515**	**5 903 125**
chapitre 013 - atténuation de charges	97 852	50 000	45 000
chapitre 70 - produits des services	381 075	251 200	266 000
chapitre 73 - impôts et taxes	**4 813 401**	**4 796 740**	**4 824 740**
dont AC	*2 874 849*	*2 874 849*	*2 874 849*
dont fiscalité	*1 594 366*	*1 593 450*	*1 585 394*
dont DMTO	*138 163*	*110 000*	*138 000*
chapitre 74 - dotations, subventions et partic	708 926	658 385	601 385
DSR	*61 975*	*55 000*	*66 870*
exonération TF étab industriels	*381 677*	*380 000*	*312 000*
chapitre 75 - autres produits de gestion	191 453	157 040	164 000
chapitre 76 - produits financiers	176	150	
chapitre 77 - produits exceptionnels	555		2 000
dont 7718/775 - reprise de provision ou cession ?			
chapitre 78 - reprise de provision			
EPARGNE brute	**50 739**	**(341 707)**	**(96 722)**

2026 / 430

L'exécution 2026

- Les intérêts qui vont se voir impactés par le prêt de 900K€, environ 25K€ selon le taux du Livret A

- Le FCTVA N+2 va créer de la ressource en 2028 et 2029, avec environ 300K€ et 250K€ toutefois le besoin financier pour rembourser la dette

- Le projet RD étalé en termes de facturation sur les deux exercices

CA-CFU	2025	BP 2026	CA 26
EPARGNE brute	**50 739**	**(341 707)**	**(102 980)**
REMBT CAPITAL DE LA DETTE	**228 750**	**263 790**	**263 790**
EPARGNE NETTE	**(178 012)**	**(605 497)**	**(366 770)**
épenses réelles d'investissement hors det	**554 434**	**3 409 667**	**1 820 000**
			avec +80K
Financement de l'investissement	**(57 977)**	**1 678 651**	**942 730**
chap 10 - FCTVA - N-2 +TA + 165+cession	71 594	109 500	109 500
chap 13 subventions +div	48 441	1 274 648	300 000
autres (165)			
Besoin de financement de l'investissement			
AUTOFINANCEMENT NET	(178 012)	(605 497)	(366 770)
emprunt	-	900 000	900 000
Résultat de l'exercice	(612 411)	(1 731 015)	(877 270)
Résultat 1er janvier	2 343 426	1 731 015	1 731 015
Résultat final 31-12	1 731 015	0	853 745
dette 1er janvier	3 084 510	2 887 157	2 623 367
dette 31-12	2 887 157	2 623 367	3 213 322

2026/431

Prospective

- Organiser le redressement financier
- Stabiliser la séquence liée aux dépenses et recettes perçues en décalé du projet RD, ainsi que le retour de FCTVA
- Sur la base de la situation anticipée à mi-mandat, il redevient possible de projeter
- Reclarifier les ambitions en matière d'investissement et la soutenabilité
- Voir comment le PLF 2027 va à l'été modifier la donne financière des collectivités territoriales
- Ci-après une projection temporaire encore largement prématurée mais les enseignements sont significatifs relativement à la « marche financière à gravir » puisqu'il faut économiser sur 8 postes et relever la fiscalité de 300K€ pour espérer remonter l'épargne brute à hauteur de 150K€ alors qu'il faudrait 500/600K€ laissant ainsi penser que la jauge sur les effectifs se situerait à 4/8 postes supplémentaires +/- une seconde hausse fiscale

PROSPECTIVE 2026–2029 : LA TRAJECTOIRE DE REDRESSEMENT

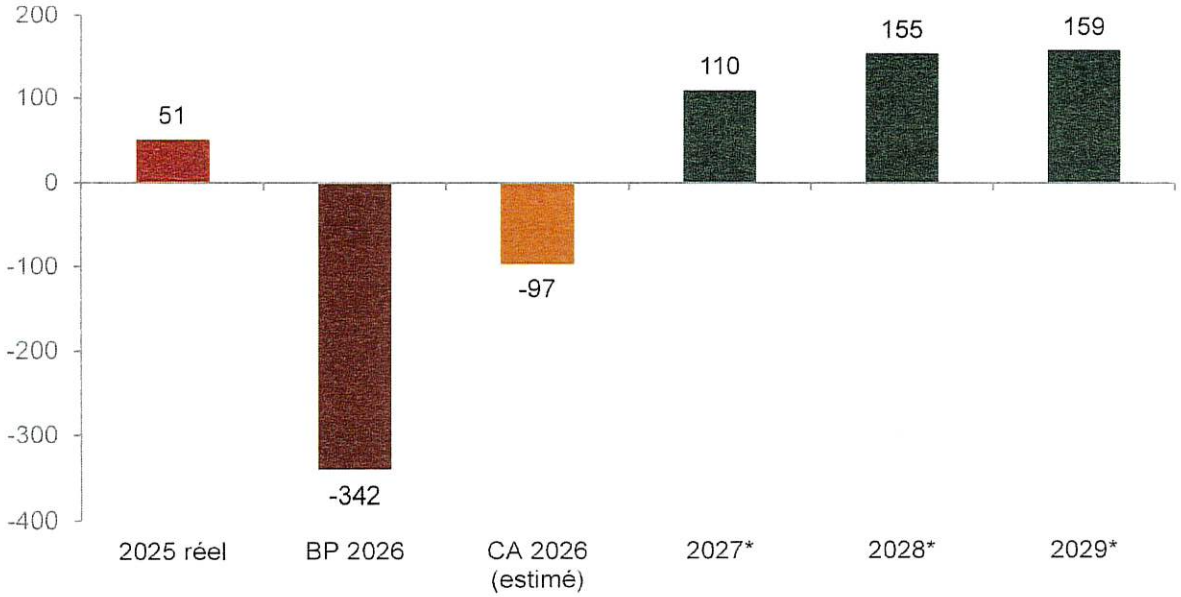


TABLEAU PRÉVISIONNEL SYNTHÉTIQUE (K€)

	RRF	DRF	Ép. brute	Ép. nette
BP 2026	5 914	6 255	–342	–606
CA 2026	5 903	6 000	–97	–361
2027*	6 234	6 125	+110	–186
2028*	6 298	6 151	+155	–126
2029*	6 362	6 211	+159	–122

CONDITIONS DU RETOUR À L'ÉQUILIBRE

2026/432

CA-CFU	2025	BP 2026	CA 26	2027	2028	2029
EPARGNE brute	**50 739**	**(341 707)**	**(102 980)**	**105 224**	**150 250**	**153 001**
REMBT CAPITAL DE LA DETTE	**228 750**	**263 790**	**263 790**	**290 112**	**240 504**	**243 802**
EPARGNE NETTE	**(178 012)**	**(605 497)**	**(366 770)**	**(184 888)**	**(90 254)**	**(90 801)**
épenses réelles d'investissement hors det	**554 434**	**3 409 667**	**1 820 000**	**1 472 000**	**150 000**	**150 000**
			avec +80K	et +120K		
Financement de l'investissement	**(57 977)**	**1 678 651**	**942 730**	**917 061**	**283 299**	**210 666**
chap 10 - FCTVA - N-2 +TA + 165+cession	71 594	109 500	109 500	105 949	313 553	256 467
chap 13 subventions +div	48 441	1 274 648	300 000	996 000	60 000	45 000
autres (165)						
Besoin de financement de l'investissement						
AUTOFINANCEMENT NET	(178 012)	(605 497)	(366 770)	(184 888)	(90 254)	(90 801)
emprunt	-	900 000	900 000			
Résultat de l'exercice	(612 411)	(1 731 015)	(877 270)	(554 939)	133 299	60 666
Résultat 1er janvier	2 343 426	1 731 015	1 731 015	853 745	298 807	432 106
Résultat final 31-12	1 731 015	0	853 745	298 807	432 106	492 771
dette 1er janvier	3 084 510	2 887 157	2 623 367	3 213 322	2 923 210	2 682 706
dette 31-12	2 887 157	2 623 367	3 213 322	2 923 210	2 682 706	2 438 904

CA-CFU	2025	BP 2026	CA 26	CA 27-3ETP	CA 28-3ETP	CA 29-2ETP
Dépenses réelles de fonctionnement	**6 142 698**	**6 255 222**	**6 006 105**	**6 129 151**	**6 148 124**	**6 209 374**
chapitre 011 - charges à caractère général	1 257 112	1 477 875	1 250 000	1 330 000	1 350 000	1 370 000
chapitre 012 - charges de personnel	3 994 647	3 975 000	3 960 000	3 983 400	3 983 400	4 023 234
chapitre 014 - atténuation de produits	65 244	70 000	70 000	70 000	70 000	70 000
chapitre 65 - charges de gestion courante	752 277	651 891	651 891	661 669	671 594	681 668
dont CCAS	*360 640*	*318 043*				
dont subventions associations	*139 290*	*140 000*				
dont autres subventions et contributions	*154 259*	*88 550*				
déficit BA Lotissement						
chapitre 66 - charges financières (intérêts)	71 628	79 956	73 714	83 574	73 130	64 472
chapitre 67 - charges exceptionnelles	1 790	500	500	508	-	-
chapitre 68 - provision						
Recettes réelles de fonctionnement	**6 193 437**	**5 913 515**	**5 903 125**	**6 234 375**	**6 298 375**	**6 362 375**
chapitre 013 - atténuation de charges	97 852	50 000	45 000	45 000	45 000	45 000
chapitre 70 - produits des services	381 075	251 200	266 000	286 000	296 000	296 000
chapitre 73 - impôts et taxes	**4 813 401**	**4 796 740**	**4 824 740**	**5 164 375**	**5 214 375**	**5 264 375**
dont AC	*2 874 849*	*2 874 849*	*2 874 849*	*2 874 849*		
dont fiscalité	*1 594 366*	*1 593 450*	*1 585 394*	*1 925 029*		
dont DMTO	*138 163*	*110 000*	*158 000*	*158 000*		
chapitre 74 - dotations, subventions et partic	708 926	658 385	601 385	570 000	570 000	570 000
DSR	*61 975*	*55 000*	*66 870*			
exonération TF établ industriels	*381 677*	*380 000*	*312 000*			
chapitre 75 - autres produits de gestion	191 453	157 040	164 000	168 000	172 000	176 000
chapitre 76 - produits financiers	176	150				
chapitre 77 - produits exceptionnels	555		2 000	1 000		

2026/433

pays de Montbéliard AGGLOMÉRATION

Conseil de Communauté du mercredi 13 mai 2026

DELIBERATION N° C2026/57

Objet : Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées - Composition

L'an deux mille vingt-six, le treize mai, à dix-huit heures trente, le Conseil de Communauté légalement convoqué le 7 mai 2026 s'est réuni au siège de la Communauté, 8 avenue des Alliés à Montbéliard, sous la présidence de Monsieur Pierre-Aimé GIRARDOT, Président.

PRESENTS :

M. Pierre-Aimé GIRARDOT, M. Jean-Louis NORIS, Mme Magali DUVERNOIS, M. Alexandre GAUTHIER, M. Xavier BARTOLO, Mme Sophie RADREAU, M. Thierry MERCIER, Mme Mélanie DAF, Mme Marie-France BOTTARLINI-CAPUTO, M. Patrick FROEHLY, Mme Aurélie DZIERZYNSKI, M. Philippe MATHIEU, M. Mathieu GAGLIARDI, M. Samuel GOMES, Mme Odile JOANNES, M. Bertrand BOITEUX, M. Martial MAITRE, M. Jean FRIED, Mme Agnès MARTIN, M. Arnaud ROTA, M. Martial BOURQUIN, Mme Coralie COSTANTINO, M. Eric PEUGEOT, Mme Jennifer GEORGES, M. Alain MONNIEN, M. Kamal REBAÏ, Mme Catherine DUCRET, M. Pascal TOURNOUX, M. Eric LAMY, M. Jean-Luc MARTINO, M. Jean-Luc PETIOT, M. Matthieu GUINEBERT, M. Jean ANDRE, Mme Christiane TOTEMS, M. Serge DELFILS, Mme Sandrine FLENET, M. Pascal LOUCHE, M. Gérard MUOT, M. Robert PERSONENI, M. Christophe DALONGEVILLE, M. Philippe POURCHET, M. Marc TIROLE, Mme Béatrice CHARRIER, M. Philippe CHOULET, Mme Isabelle GRIFFOND-BOITIER, M. Christian PILEYRE, M. Alain SYLVANT, M. Michel BOILLON, M. Philippe CLAUDEL, Mme Véronique PERRIOD, M. Eric BRULEBOIS, M. Mickaël VIATTE-FLACHAT, M. José ANTUNES, M. Etienne DAVID, M. Daniel MORNARD, M. Daniel BOURQUIN, Mme Nelly LANGLOIS, M. Stéphane PODGORA, Mme Nadine BERGER, M. Christian METHOT, Mme Marie-Noëlle BIGUINET, Mme Christine SCHMITT, M. Gilles DA COSTA, Mme Marie-Rose GALMES, M. Christophe FROPPIER, Mme Virginie TOUPENET, Mme Gisèle CUCHET, Mme Aurélia GIRARD, M. Karim DJILALI, Mme Ghenia BENSAOU, M. Eric LANCON, Mme Aurélie LOLLIER, Mme Maryse VUERLI, M. Michel BERNARD, M. Gilles BOURDOIS-RISSE, Mme Annie GASPARINI, M. Michaël ALLEMAND, M. Eric BOONE, Mme Anais CHOULET, M. Gilles RIGOULOT, M. Jacques PELLICIOLI, M. Georges HABERSTICH, M. Patrick CORONEL, M. Charles HAYECK, Mme Léa LEMOINE, M. Pascal PAVILLARD, Mme Dominique FATON, M. Christophe CAPELLI, M. Eric SALAS, M. Philippe GAUTIER, M. Armando LOPES, Mme Dominique DANGEL, M. Thierry MAILLOT, Mme Nadine MERCIER, M. Dominique BOUVERESSE, M. Damien GUILLAUME, M. Anselme DESMIRAZ, M. Frédéric PATOIS, M. Christian HIRSCH, M. Jean-Claude FILIPPONI.
Mme Julie GUILLEGOZ (suppléant Mme Gladys DEUSCHER), M. Pascal BAUER (suppléant Mme Sylvie GIULIANI).

ABSENTS, EXCUSES :

M. Philippe GASSER (pouvoir à M. Etienne DAVID), M. Robert GRILLON (pouvoir à Mme Aurélie DZIERZYNSKI), M. William FARLEY (pouvoir à Mme Marie-France BOTTARLINI-CAPUTO), M. Eddie STAMPONE (pouvoir à M. Alexandre GAUTHIER), M. Olivier TRAVERSIER (pouvoir à Mme Virginie TOUPENET), M. Fabien CHIPPEAUX (pouvoir à M. Patrick FROEHLY), M. Gérald GROSCLAUDE (pouvoir à M. Georges HABERSTICH), M. Stéphane PETREQUIN (pouvoir à M. Philippe MATHIEU), M. Christian TOITOT (pouvoir à Mme Catherine DUCRET), M. Stéphane CAYET (pouvoir à M. Mathieu GAGLIARDI), Mme Lise VURPILLOT (pouvoir à M. Philippe GAUTIER).

Secrétaire de séance : Madame LEMOINE Léa

2026/434

DELIBERATION N° C2026/57

Objet : Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées - Composition

En application de l'article 1609 nonies C - IV du Code Général des Impôts, il est créé, entre l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité professionnelle unique et ses communes membres, une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges.

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) est créée par l'organe délibérant de l'établissement public, qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers.

Elle est composée de membres des Conseils Municipaux des communes concernées ; chaque Conseil Municipal dispose d'au moins un représentant.

La Commission élit son Président et un Vice-Président parmi ses membres. Le Président convoque la Commission et détermine son ordre du jour ; il en préside les séances. En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par le Vice-Président.

Au-delà de ces règles, le législateur laisse une relative marge de manœuvre aux EPCI et à leurs communes pour organiser le fonctionnement de la CLECT. Ainsi :

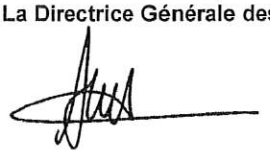
- il n'y a pas de nombre maximum de membres. Au minimum, la CLECT doit comporter autant de membres que l'EPCI compte de communes membres ;
- la répartition des sièges au sein de la CLECT est libre.

Décision(s) :

- approuver la création de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées composée de 77 membres répartis de la manière suivante :
*** 1 représentant par commune membre élu par le Conseil Municipal en son sein,**
*** 4 représentants de Pays de Montbéliard Agglomération élus en son sein,**

- désigner, après avoir respecté les formalités d'usage, Monsieur Xavier BARTOLO, Monsieur Martial BOURQUIN, Madame Marie-Noelle BIGUINET et Monsieur Georges HABERSTICH en tant que représentants de PMA au sein de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées.

Le Conseil de Communauté, après en avoir délibéré, et à l'unanimité de ses membres présents ou représentés , adopte le rapport proposé.

DELIBERATION N° C2026/57 **TRANSMISSION SOUS-PRÉFECTURE LE : 19/05/2026** **ID TÉLÉTRANSMISSION : 026-200066647-20260513-122749-DE-1-1** **PUBLIÉE LE : 19/05/2026** Cet acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Besançon dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.	**"Ont signé au registre les membres présents"** **POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME** **Pour le Président et par délégation,** **La Directrice Générale des Services,**  **Aline PELLET**

2026/435

Département
Doubs
Canton
Valentigney
Commune
Mandeure

DÉCISION DU MAIRE N° 2026/005

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260611-2026_005-AU

Décision du Maire

Décision du 11 juin 2026

Marché n°2026-01 - Gestion, restauration, animation et exploitation partielle du camping municipal

Attribution du marché_SARL REGIETECH

Le Maire de la Ville de Mandeure

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22, L.2122-23, L.1611-7 et L.1611-7-1 ;
- Le Code de la commande publique ;
- La délibération du Conseil Municipal en date du 8 avril 2026, en son alinéa 4, par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire en le chargeant de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- La délibération du Conseil municipal du 19 mai 2026 approuvant le recours à un marché public de services pour l'exploitation du camping municipal *« Les Grands Ansanges »* pour la saison 2026 ;
- L'avis favorable du Comité Technique en date du 6 mai 2026 ;
- L'avis conforme du comptable public en date du 12 mai 2026 ;

CONSIDÉRANT

- L'échéance du marché de gestion, l'exploitation et l'entretien du camping municipal *« Les Grands Ansanges »* au 28 février 2026 ;
- La volonté d'assurer la continuité du service public pour cette saison ;
- Que le montant global du marché estimé est inférieur au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence en vigueur à la date de lancement de la consultation (60 000 € à compter du 01/04/2026) ;
- L'appel à candidatures publié sur le site internet de la Ville le 04/05/2026,
- Une seule offre reçue avant la date limite fixée au 15 mai 2026,
- L'ouverture des crédits nécessaires au BP 2026 ;

DÉCIDE

Article 1er : Le marché est attribué à la société ***REGIETECH – 8 rue du Tissage – 25400 EXINCOURT***.

La rémunération du titulaire comprend :

- Une part fixe de 25 000,00 € HT, soit 30 000,00 € TTC ;
- Une part variable calculée sur le montant des locations selon une répartition 60/40 en faveur de la Ville de Mandeure.

Le montant de la part fixe est ferme et définitif pour la durée du marché.

Les modalités de paiement sont précisées à l'article 24 du cahier des charges.

Article 2 **:** Le contrat est conclu pour une seule saison, du 15 juin au 15 septembre 2026.

Article 3 **:** La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire de Mandeure dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Besançon 30 rue Charles NODIER – 25000 BESANCON, dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application *« Télérecours citoyens »* accessible par le site internet : www.telerecours.fr

Article 4 **:** Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'application de la présente décision.

Le Conseil Municipal sera informé de la présente décision lors de sa prochaine séance.

Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260611-2026_005-AU

Le Maire,

MAIRIE DE MANDEURE 25350

Stéphane PODGORA

Décision certifiée exécutoire

Télétransmise en préfecture le :
17 juin 2026
Publiée sur le site internet le :
17 juin 2026

2026/436

Département
Doubs
Canton
Valentigney
Commune
Mandeure

DÉCISION DU MAIRE N° 2026/006

Liberté – Egalité – Fraternité

Décision du Maire

Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260611-2026_006-AU

Décision du 11 juin 2026

Marché n°2026-01 - Gestion, restauration, animation et exploitation partielle du camping municipal

Autorisation de signature d'une convention de mandat de gestion avec le titulaire (REGIETECH)

Le Maire de la Ville de Mandeure

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22, L.2122-23, L.1611-7 et L.1611-7-1 ;
- Le Code de la commande publique ;
- Le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 19 ;
- Le décret n° 2015-1670 du 14 décembre 2015 portant dispositions relatives aux mandats confiés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics ;
- La délibération du Conseil Municipal en date du 8 avril 2026, en son alinéa 4, par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire en le chargeant de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- La délibération du Conseil municipal du 19 mai 2026 approuvant le recours à un marché public de services pour l'exploitation du camping municipal *« Les Grands Ansanges »* pour la saison 2026 ;
- L'avis favorable du Comité Technique en date du 6 mai 2026 ;
- L'avis conforme du comptable public en date du 12 mai 2026 ;
- La décision n°2026/005 portant attribution du marché pour la gestion, la restauration, l'animation et l'exploitation partielle du camping municipal *« Les Grands Ansanges »* pour la saison 2026, en date du 11 juin 2026 ;

CONSIDÉRANT

- Que l'exécution du marché public de services nécessite que le titulaire puisse encaisser certaines recettes auprès des usagers pour le compte de la Commune ;
- Qu'il convient, à cet effet, de conclure une convention de mandat de gestion conformément aux articles L.1611-7 et L.1611-7-1 du CGCT ;

DÉCIDE

Article 1er : D'approuver la convention de mandat de gestion relative à l'exploitation du camping municipal *« Les Grands Ansanges »*, annexée à la présente décision *(Annexe n°3 du Cahier des Charges)*.

Article 2 : De signer ladite convention avec la société ***REGIETECH, sise 8 rue du Tissage à EXINCOURT (25400),*** titulaire du marché public de services relatif à l'exploitation du camping municipal.

Article 3 : La convention est conclue pour la durée du marché public de services, soit jusqu'au 15 septembre 2026.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire de Mandeure dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Besançon 30 rue Charles NODIER – 25000 BESANCON, dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application *« Télérecours citoyens »* accessible par le site internet : www.telerecours.fr

Article 5 : Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'application de la présente décision.

Le Conseil Municipal sera informé de la présente décision lors de sa prochaine séance.

Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260611-2026_006-AU

Le Maire,

MAIRIE DE MANDEURE 25350

Stéphane PODGORA

Décision certifiée exécutoire

Télétransmise en préfecture le :
17 juin 2026
Publiée sur le site internet le :
17 juin 2026

2026/437

Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260611-2026_006-AU

Ville de
Mandeure

GESTION, RESTAURATION, ANIMATION ET EXPLOITATION PARTIELLE DU CAMPING MUNICIPAL « LES GRANDS ANSANGES »

Annexe n°3
Convention de mandat

Mairie de Mandeure
34, rue de la Libération
25350 MANDEURE
Tél : 03 81 36 28 80
Courriel : mairie.mandeure@ville-mandeure.com
Site : https://villemandeure.fr/

Remise des offres : 15 mai 2026 à 12h00

Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260611-2026_006-AU

Entre les soussignés :

La Commune de Mandeure,

Collectivité territoriale, sise 34 rue de la Libération, 25350 MANDEURE,
représentée par son Maire en exercice, Monsieur Stéphane PODGORA, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 8 avril 2026,
ci-après dénommée « la Commune »,

D'une part,

Et

SARL REGIETECH, sise 8 rue du Tissage à EXINCOURT (25400)

Titulaire du marché public de services relatif à la gestion du camping municipal,
Ci-après dénommé ***« le Mandataire »,***

D'autre part,

Préambule

La Commune de Mandeure est propriétaire du camping municipal *« Les Grands Ansanges »*, équipement touristique situé en bordure du Doubs, comprenant des emplacements, des hébergements locatifs ainsi que divers équipements destinés à l'accueil du public.

Le marché public relatif à la gestion, l'exploitation, l'entretien et la promotion du camping municipal est arrivé à échéance le 28 février 2026.

Afin d'assurer la continuité du service public pour la saison 2026, la Commune a décidé, par délibération du Conseil municipal en date du 8 avril 2026 n°2026-04-08-01 Délégations du Conseil Municipal au Maire en son alinéa 4 : « *Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget. La présente délégation s'étend à l'organisation et à la passation des concours de maîtrise d'œuvre* », de recourir à un marché public de services pour confier à un opérateur économique l'exploitation partielle du camping, comprenant notamment l'accueil du public, la gestion de certains équipements, la restauration et l'animation.

Dans ce cadre, la Commune conserve le risque d'exploitation et demeure responsable du service public.

L'exécution de ce marché implique que le titulaire procède à l'encaissement des recettes auprès des usagers pour le compte de la Commune.

En conséquence, il est conclu la présente convention de mandat de gestion, conformément aux dispositions des articles L.1611-7 et L.1611-7-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le présent mandat constitue un accessoire indissociable du marché public de services précité et ne saurait produire d'effet indépendamment de celui-ci.

Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260611-2026_006-AU

Article 1 – Objet du mandat

La Commune de Mandeure donne mandat de gestion au Mandataire, qui l'accepte, pour percevoir les recettes tirées de l'exécution du marché public de services pour la gestion, la restauration, l'animation et l'exploitation partielle du camping municipal *« Les Grands Ansanges »*.

Le présent mandat ne concerne que les recettes perçues auprès des utilisateurs et des usagers, à l'exclusion de toute autre recette perçue sur le site, notamment celles relevant :

- d'une gestion directe par la Commune ;
- ou d'un autre titre d'occupation ou contrat distinct, notamment relatif à l'aire de camping-cars.

Le présent marché se rattache au marché de prestation de services susvisé, ce marché établi dans un cadre concurrentiel étant la cause du mandat et le mandat s'exerçant dans le cadre exclusif du mandat précité.

Le Mandataire agit au nom et pour le compte de la Commune dans les limites strictes définies par le présent mandat et par le marché public auquel il se rattache. À ce titre, le mandataire de gestion est notamment chargé d'appliquer la tarification mise en place par ses soins et validée par la Commune de Mandeure.

Un exemplaire original de la présente convention de mandat est transmis au comptable public dès sa conclusion.

Article 2 – Opérations conférées au mandataire de gestion

Au titre de sa mission et en vertu du mandat qui lui est confié, le mandataire de gestion est habilité à réaliser les opérations suivantes, conformément à la procédure décrite ci-après :

- Facturer aux usagers les différents services prévus par le marché,
- Collecter et recouvrer auprès des usagers les recettes dues au titre de ces prestations et services, à l'exclusion des procédures contentieuses,
- Encaisser les recettes versées,
- Reverser à la Commune de Mandeure 60% des recettes collectées au titre des locations,
- Procéder au remboursement des recettes encaissées à tort ou aux demandes de dégrèvement, dans les conditions strictement prévues par l'article L.1611-7-1 du CGCT,
- Transmettre la liste des impayés.

Le titulaire encaisse l'ensemble des recettes issues de l'exploitation du camping, notamment :

- des locations des mobil-homes et emplacements relevant du marché ;
- des prestations complémentaires et services ;
- de la taxe de séjour.

Le titulaire reverse à la commune une somme correspondant à 60 % des recettes de location des hébergements et emplacements relevant du présent marché, selon les modalités prévues à la convention de mandat.

Les recettes issues des autres activités exploitées dans le cadre du marché demeurent acquises au titulaire.

Le titulaire assure la traçabilité des encaissements et transmet à la commune :

- un état récapitulatif mensuel des recettes et reversements ;
- les chiffres de fréquentation du camping au plus tard le 15 du mois suivant.

La commune peut procéder à tout moment à des contrôles sur pièces et sur place.

Les recettes relatives aux emplacements exploités dans le cadre de l'AOT ne relèvent pas du présent dispositif.

Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260611-2026_006-AU

Article 3 – Durée du mandat

Le mandat est donné pour toute la durée du marché public de services, il prend effet dans les mêmes conditions que le marché pour les dates de mise en œuvre des prestations, soit à compter de sa notification jusqu'au 15 septembre 2026.

Article 4 – Pouvoirs et obligations du mandataire

Le mandataire est chargé de facturer aux usagers les différentes prestations.

Il est chargé du recouvrement des sommes afférentes.

Il procède au reversement de 60% des recettes de location perçues auprès de la Ville de Mandeure tous les mois.

Pour permettre le rendu de monnaie, le mandataire de gestion disposera pendant toute la durée du marché d'un fond de caisse permanent dont il assurera l'avance, dès la mise en œuvre du service, et qu'il conservera pendant toute la durée d'exploitation.

Pour l'encaissement des recettes, le mandataire de gestion a l'obligation d'exercer les contrôles suivants :

- Un contrôle de régularité de l'autorisation de percevoir les recettes auprès de ses agents,
- Dans la limite des éléments dont il dispose, un contrôle de mise en recouvrement des créances et de la régularité des réductions et des annulations des ordres de recouvrer.

Les obligations comptables :

Conformément à l'article D 1611-32-4 du CGCT, le mandataire s'engage à réaliser un suivi analytique retraçant l'intégralité des recettes encaissées au titre du mandat :

- Établissement d'une comptabilité séparée : le mandataire de gestion tient une comptabilité séparée qui retrace l'intégralité des mouvements de caisse opérés pour la perception des recettes visées au présent mandat.
- Reddition des comptes : Le mandataire de gestion opère la reddition de ses comptes au moins une fois par semaine et à l'échéance de l'exploitation du service.

Pour le remboursement des éventuelles recettes encaissées à tort, le mandataire de gestion remet un état précisant la nature de la recette à rembourser, son montant, la clause du contrat ou le motif de la réglementation l'autorisant.

En tout état de cause, le mandataire de gestion produit des comptes qui retracent la totalité des opérations décrites par nature, sans contradiction entre elles.

La reddition des comptes est soumise tout d'abord à l'approbation de l'ordonnateur représentant la Commune de Mandeure ou de son représentant.

Recouvrement :

En cas d'impayés, le mandataire est autorisé à relancer les usagers à l'exception de tout recouvrement forcé ou de toute action judiciaire.

Il peut ainsi accorder un échéancier de paiement.

Il adresse des relances aux débiteurs sous différentes formes : courriers, courriels, sms...

Tous les frais qu'il engage demeurent à la charge du mandataire.

Le mandataire établit et adresse au mandant, à l'occasion de la reddition des comptes, un état des sommes mises en recouvrement non recouvrées. Pour chaque créance impayée, le mandataire précise les relances qu'il a accomplies.

Instruction des réclamations ou litiges :

2026/439

Le mandataire s'astreint à conserver un historique des données pendant la durée du marché des échanges avec ses usagers et pourra le communiquer au mandant sur requête de ce dernier.

Toutes les réclamations ou demandes d'explications relatives aux prestations de service concernant la facturation, l'encaissement ou le recouvrement des factures sont instruites et traitées par le mandataire.

Rémunération :

Les prestations réalisées dans le cadre du présent mandat donnent lieu à la rémunération prévue au sein du contrat de prestation de service, les modalités de versement étant prévues au sein de l'acte d'engagement.

Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260611-2026_006-AU

Article 5 – Interdictions

Il est expressément interdit au Mandataire :

- de conserver tout ou partie des recettes à son profit,
- de compenser les recettes avec des dépenses,
- d'utiliser les fonds en dehors du cadre fixé par la présente convention.

Article 6 – Comptable public

La présente convention est soumise à l'avis conforme préalable du comptable public, conformément à l'article D 1611-32-2 du CGCT.

Article 7 – Contrôle comptables du mandataire de gestion

Le Mandataire est soumis :

- au contrôle de la Commune,
- au contrôle du comptable public,
- et, le cas échéant, aux contrôles de la Chambre régionale des comptes.

Il s'engage à :

- faciliter ces contrôles,
- fournir tous documents nécessaires,
- signaler toute anomalie sans délai.

Article 8 – Responsabilités

Les responsabilités respectives de la Commune de Mandeure et du mandataire de gestion sont précisées dans le cadre du marché.

En cas de non-respect des obligations prévues au présent mandat, la Commune de Mandeure pourra engager la responsabilité du mandataire de gestion.

L'assurance souscrite par le mandataire de gestion dans le cadre de l'exécution de ce service devra notamment couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en raison des actes qu'il accomplit au titre du présent mandat.

Article 9 – Résiliation

La convention peut être résiliée :

- à l'expiration du marché,
- en cas de manquement du Mandataire,
- pour motif d'intérêt général.

Article 10 – Litiges

Si un différend survient entre le mandataire de gestion et la Commune de Mandeure, les parties conviennent de régler à l'amiable tous les litiges pouvant survenir à l'occasion du présent contrat.

En cas d'impossibilité de règlement à l'amiable, le différend sera porté devant le tribunal compétent :

Tribunal Administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier
25000 BESANCON
Téléphone : 03 81 82 60 00
Courriel : greffe-ta.besancon@juradm.fr

Les signataires de la présente convention s'engagent à respecter le Règlement (UE) 2016/679 (RGPD) relatif à la protection des données personnelles.

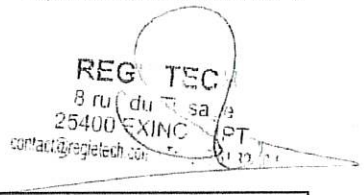
Chacun des signataires se réserve la possibilité de vérifier auprès de l'autre que ces obligations ont bien été remplies.

À Mandeure, le 11/06/2026

Signature de *« La Commune de Mandeure »*



Signature du *« Mandataire »*



Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260611-2026_006-AU

2026/440

Département
Doubs
Canton
Valentigney
Commune
Mandeure

DÉCISION DU MAIRE N° 2026/007

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260616-2026_007-AU

Décision du Maire

Décision du 16 juin 2026

Marché n°2026-01 - Gestion, restauration, animation et exploitation partielle du camping municipal

Autorisation de signature d'une convention de mise à disposition d'une licence IV avec le titulaire (REGIETECH)

Le Maire de la Ville de Mandeure

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22, L.2122-23, L.1611-7 et L.1611-7-1 ;
- Le Code de la commande publique ;
- Le Code de la santé publique, notamment les dispositions relatives à l'exploitation des débits de boissons ;
- La délibération du Conseil Municipal en date du 8 avril 2026, en son alinéa 4, par laquelle le Conseil Municipal a délégué à son Maire en le chargeant de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- La délibération du Conseil municipal du 19 mai 2026 approuvant le recours à un marché public de services pour l'exploitation du camping municipal *« Les Grands Ansanges »* pour la saison 2026 ;
- La décision n°2026/005 portant attribution du marché pour la gestion, la restauration, l'animation et l'exploitation partielle du camping municipal *« Les Grands Ansanges »* pour la saison 2026, en date du 11 juin 2026 ;

CONSIDÉRANT

- Que la Commune est propriétaire d'une licence de débit de boissons de quatrième catégorie (licence IV) ;
- Que l'exploitation du snack/bar du camping municipal nécessite l'utilisation de cette licence ;
- Que le titulaire du marché public dispose d'un permis d'exploitation en cours de validité et remplit les conditions requises pour exploiter un débit de boissons ;
- Qu'il convient de définir les conditions de mise à disposition temporaire de cette licence dans le cadre de l'exécution du marché public ;

DÉCIDE

Article 1er **:** D'approuver la convention de mise à disposition de la licence IV appartenant à la Commune de Mandeure, annexée à la présente décision.

Article 2 **:** D'autoriser le Maire à signer ladite convention avec la société ***REGIETECH, sise 8 rue du Tissage à EXINCOURT (25400),*** titulaire du marché public de services relatif à l'exploitation du camping municipal.

Article 3 **:** La mise à disposition est consentie exclusivement pour les besoins de l'exploitation du snack/bar du camping municipal et pour la durée du marché public de services, soit jusqu'au 15 septembre 2026.

Article 4 **:** Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exploitation d'un débit de boissons, notamment celles relatives à la protection des mineurs, à la lutte contre l'alcoolisme et à l'ordre public.

Article 5 **:** La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire de Mandeure dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Besançon 30 rue Charles NODIER – 25000 BESANCON, dans le délai de deux mois à compter de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de la commune ou à compter du rejet explicite ou implicite du recours administratif préalablement déposé.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application *« Télérecours citoyens »* accessible par le site internet : www.telerecours.fr

Article 6 **:** Madame la Directrice Générale des Services est chargée de l'application de la présente décision.

Le Conseil Municipal sera informé de la présente décision lors de sa prochaine séance.

Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260616-2026_007-AU

Le Maire,

MAIRIE DE MANDEURE 25350

Stéphane PODGORA

Décision certifiée exécutoire

Télétransmise en préfecture le :
17 juin 2026
Publiée sur le site internet le :
17 juin 2026

2026/441

Ville de
Mandeure

Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260616-2026_007-AU

GESTION, RESTAURATION, ANIMATION ET EXPLOITATION PARTIELLE DU CAMPING MUNICIPAL « LES GRANDS ANSANGES »

Annexe n°4
Convention de mise à disposition d'une licence IV

Mairie de Mandeure
34, rue de la Libération
25350 MANDEURE
Tél : 03 81 36 28 80
Courriel : mairie.mandeure@ville-mandeure.com
Site : https://villemandeure.fr/

Remise des offres : 15 mai 2026 à 12h00

Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260616-2026_007-AU

Entre les soussignés :

La Commune de Mandeure,

Collectivité territoriale, sise 34 rue de la Libération, 25350 MANDEURE,
représentée par son Maire en exercice, Monsieur Stéphane PODGORA, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 8 avril 2026,
ci-après dénommée ***« la Commune »***,

D'une part,

Et

La SARL REGIETECH, Société à responsabilités limitées au capital de 8 000 €, immatriculée au RCS de Belfort sous le numéro 442 014 437, sise 8 rue du Tissage à EXINCOURT (25400),
représentée par Monsieur Manuel DE MAGALHAES

Titulaire du marché public de services relatif à la gestion du camping municipal,
Ci-après dénommé ***« le Titulaire »***,

D'autre part,

Préambule

La Commune de Mandeure a confié par contrat de prestation de service la gestion, la restauration, l'animation et l'exploitation partielle du camping municipal *« Les Grands Ansanges »* à la société **REGIETECH**.

La Commune de Mandeure est propriétaire d'une licence IV rattachée au camping municipal *« Les Grands Ansanges »* sis rue de l'Eglise - 25350 MANDEURE.

La licence a été exploitée il y a moins de trois ans, et peut donc à ce titre être cédée ou louée sans contrevenir aux dispositions de l'article L 3333-1 du Code de la Santé Publique.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions et modalités techniques, juridiques, pratiques et financières de location de la licence IV, propriété de la Commune de Mandeure.

La Commune de Mandeure donne à bail à louer à titre gracieux à Monsieur Manuel DE MAGALHAES, agissant au nom de la société **REGIETECH**, qui accepte, la licence IV désignée comme ci-après.

La présente location est consentie et acceptée aux charges, clauses et conditions suivantes, que la société **REGIETECH** s'oblige à exécuter et accomplir.

Article 2 – Contenu de la location

Par la présente convention, la Commune de Mandeure s'engage à mettre à disposition à titre gracieux à la société **REGIETECH**, la licence de 4ème catégorie attachée au camping.

Article 3 – Durée de la location

Le présent bail est consenti et accepté à l'usage exclusif de la société **REGIETECH** sur le territoire de la Commune de Mandeure, aux charges et conditions habituelles et de droit en pareille matière, pour la totalité de la durée du contrat de prestation de service à compter de sa notification jusqu'au 15 septembre 2026.

Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260616-2026_007-AU

Article 4 – Dispositions diverses

Le locataire devra jouir du bien mis à sa disposition en bon père de famille, sans rien faire qui puisse nuire à l'exploitation du bien.

Le locataire devra acquitter exactement toutes les contributions personnelles et mobilières et satisfaire à toutes les charges de ville et de police dont les locataires sont ordinairement tenus, de manière que le bailleur ne soit point inquiété ni recherché à ce sujet.

Il devra se conformer aux usages en vigueur, aux règlements de police, ainsi qu'à toutes normes et tous règlements en vigueur en la matière.

Toute cession et/ou sous-location, totale ou partielle est strictement interdite.

Article 5 – Autorisations administratives

Le locataire s'engage à faire son affaire personnelle des autorisations administratives nécessaires.

Il est expressément précisé que le camping municipal n'est pas situé en zone protégée empêchant l'exploitation d'une licence de 4ème catégorie.

Article 6 – Responsabilité - Assurances

La société **REGIETECH**, déclare devoir souscrire les polices d'assurance idoines couvrant sa responsabilité en la matière.

La Commune de Mandeure déclare avoir souscrit les polices d'assurance d'usage couvrant sa responsabilité civile en général.

Article 7 – Conditions financières

La mise à disposition de la licence de 4ème catégorie propriété de la Commune de Mandeure est consentie à titre gracieux.

Article 8 – Non-respect du contrat

Les actions précitées sont exécutées sous la responsabilité et le contrôle du signataire de la présente convention. C'est à lui que la Commune de Mandeure pourra s'adresser pour émettre remarques ou réclamations.

Le non-respect des actions précitées entraîne l'annulation immédiate du présent contrat.

Article 9 – Litiges

La Commune de Mandeure et la société **REGIETECH** conviennent de régler à l'amiable tous les litiges pouvant survenir à propos de la présente convention.

En cas d'impossibilité de règlement à l'amiable, le différend sera porté devant le tribunal compétent :

Tribunal Administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier
25000 BESANCON
Téléphone : 03 81 82 60 00
Courriel : greffe-ta.besancon@juradm.fr

Envoyé en préfecture le 17/06/2026
Reçu en préfecture le 17/06/2026
Publié le
ID : 025-212503676-20260616-2026_007-AU

Article 10 – Comptable public

L'ordonnateur et le comptable assignataire sont respectivement Monsieur le Maire de la Commune de Mandeure et Monsieur le chef de poste du Service de Gestion Comptable de Montbéliard.

Article 11 – Résiliation

La présente convention prendra fin à son terme initial.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 12 – Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Fait à Mandeure, le

Signature de « ***La Commune de Mandeure*** »

Signature du « ***Titulaire*** »

2026/443

Ville de
Mandeure

GESTION, RESTAURATION, ANIMATION ET EXPLOITATION PARTIELLE DU CAMPING MUNICIPAL « LES GRANDS ANSANGES »

Cahier des Charges

Mairie de Mandeure
34, rue de la Libération
25350 MANDEURE
Tél : 03 81 36 28 80
Courriel : mairie.mandeure@ville-mandeure.com
Site : https://villemandeure.fr/

Remise des offres : 15 mai 2026 à 12h00

Sommaire

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES 5
Article 1 – Objet du contrat 5
Article 2 – Nature du contrat 5
Article 3 – Durée du contrat 5
Article 4 – Étendue du contrat 5
Article 5 – Engagements du titulaire 6
Article 6 – Sous-traitance 6
CHAPITRE II : MISSIONS DU TITULAIRE 6
Article 7 – Exploitation commerciale et gestion des emplacements confiés 6
Article 8 – Accueil et relation aux usagers (TOUT LE CAMPING) 7
Article 9 – Animation et développement de l'attractivité 7
Article 10 – Restauration, bar et services annexes 8
Article 11 – Obligation d'entretien et de réparation 9
Article 12 – Obligation de coordination avec l'exploitant AOT 9
CHAPITRE III : ORGANISATION DU SERVICE 9
Article 13 – Période d'ouverture 9
Article 14 – Tarifs 10
Article 15 – Règlement intérieur 10
Article 16 – Encaissement des recettes 10
Article 17 – Personnel 11
Article 18 – Sécurité 11
CHAPITRE IV : Moyens mis à disposition 11
Article 19 – Mise à disposition des équipements 11
Article 20 – Moyens matériels et techniques 11
Article 21 – Prise en charge des abonnements et fluides 12
Article 22 – Obligations du titulaire 12
CHAPITRE V : CONDITIONS FINANCIÈRES 12
Article 23 – Rémunération 12
Article 24 – Modalités de facturation de la redevance 12
Article 25 – Gestion et reversement des recettes 13
Article 26 – Justificatifs et contrôle 13
CHAPITRE VI : CONTRÔLE ET RESPONSABILITÉ 13
Article 27 – Assurances 13
Article 28 – Responsabilités 13
Article 29 – Contrôle 14

CHAPITRE VII : SANCTIONS ET RÉSILIATION 14

Article 30 – Pénalités 14

Article 31 – Résiliation 15

CHAPITRE VIII : STIPULATIONS DIVERSES 15

Article 32 – Protection des données personnelles 15

Article 33 – Règlement des litiges 15

Contexte

Entre Vosges et Jura, à une quinzaine de kilomètres au sud de Montbéliard et à quelques kilomètres seulement de la frontière allemande, Mandeure (Doubs, 4746 habitants) se situe au cœur du Pays de Montbéliard.

Ancienne ville gallo-romaine (nommée Epomanduodurum), Mandeure conserve de cette époque les vestiges d'un théâtre romain adossé à flanc de colline qui date du Ier siècle et figure parmi les plus grands des Gaules avec ses 142 mètres et ses quatre étages de gradins. Les vestiges enfouis des bains de Courcelles ainsi que la croix de cimetière de Mandeure sont, comme son théâtre antique, classés monuments historiques. L'accès est libre et gratuit toute l'année.

Depuis le Belvédère haut de 485m, vous pourrez profiter d'un point de vue exceptionnel dominant la vallée du Doubs. Ce site est un espace aménagé, en pleine forêt, pourvu d'un magnifique point de vue, d'une piste de delta plane, d'un parc de loisirs pour enfant, de terrains de pétanque, d'un parcours sportif VITA, d'une piste de bi-cross... Il est également le point de départ de trois circuits de randonnées (10, 17 et 23 km).

Mandeure est aussi le point de départ de La Grande Traversée du Jura en VTT (370 km) qui va jusqu'à Hauteville-Lompnès dans l'Ain.

Situé aux bords du Doubs sur un site très verdoyant, le camping municipal *"Les Grands Ansanges"* présente l'avantage d'être en limite d'agglomération, à proximité immédiate du centre et des commerces.

Il dispose de 86 emplacements, raccordés pour la plupart en eau et électricité, de 4 mobil-homes équipés, pour une capacité d'accueil de 300 personnes environ.

Des blocs sanitaires accessibles aux personnes à mobilité réduite, un accueil, une salle de jeux et un mini-golf, ainsi qu'une aire de service pour camping-cars extérieure accessible grand public viennent compléter ces équipements.

2026/145

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 – Objet du contrat

La commune confie, dans le cadre d'un marché public de prestations de services, l'exploitation partielle et la gestion du camping municipal « *Les Grands Ansanges* », situé rue de l'Eglise.

Le camping est composé de :

- Une **zone A** faisant l'objet du présent marché, comprenant 4 mobil-homes et 20 emplacements nus ;
- Une **zone B** comprenant 61 emplacements, exploitée par un tiers titulaire d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) du domaine public.

Le plan du camping avec répartition des emplacements par titulaires sont annexés au présent cahier des charges ***(Annexe n°1)***.

Le présent cahier des charges définit les obligations essentielles du titulaire pour assurer un service de qualité, sécurisé et conforme à la réglementation en vigueur.

Article 2 – Nature du contrat

Le présent contrat constitue un marché public de services, au sens du Code de la commande publique.

La rémunération du titulaire est principalement assurée par un prix versé par la commune, complété, le cas échéant, par une part accessoire liée aux résultats de l'exploitation, sans transfert au titulaire du risque d'exploitation au sens de l'article L.1121-1 du Code de la commande publique.

Il régit les droits et obligations réciproques de la Commune de Mandeure et du contractant.

Principe fondamental :

- Le titulaire du marché assure l'exploitation commerciale exclusive des 4 mobil-homes et des 20 emplacements nus ;
- L'exploitant sous Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT), différent du prestataire du marché, assure l'exploitation commerciale exclusive des 61 emplacements nus restants ;
- Le titulaire du marché assure les services communs, l'accueil, l'animation, la restauration et l'entretien du camping pour l'ensemble des usagers, quel que soit leur mode d'occupation.

Un tableau de répartition des tâches pour chaque partie (Commune, titulaire AOT et titulaire du marché public) est annexé au présent cahier des charges ***(Annexe n°2)***.

Article 3 – Durée du contrat

Le contrat est conclu pour une seule saison, du 15 juin au 15 septembre 2026.

Il ne confère aucun droit au renouvellement ni au maintien dans les lieux.

Article 4 – Étendue du contrat

Pendant sa durée, le présent contrat confère au titulaire la gestion, l'exploitation et l'entretien du camping municipal dans les conditions définies ci-après.

Le titulaire intervient à deux niveaux :

- une compétence exclusive d'exploitation commerciale sur la **zone A** ;
- une compétence globale de fonctionnement sur l'ensemble du site.

Le titulaire intervient pour l'ensemble des usagers présents sur le site, sans préjudice des responsabilités propres de l'exploitant titulaire de l'autorisation d'occupation temporaire, qui demeure seul responsable de

l'exploitation des emplacements relevant de son périmètre.

Article 5 – Engagements du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter les lois et règlements applicables aux activités liées à l'exploitation du camping municipal.

Il s'engage également à respecter et à exécuter les stipulations du présent contrat.

Le titulaire acquittera tout impôt, taxe et redevance lui incombant au titre du présent contrat, ainsi qu'au titre de sa qualité de propriétaire ou de locataire des équipements dont il disposera. L'impôt foncier reste à la charge de la Ville.

Il doit respecter et faire respecter à ses collaborateurs, les principes de laïcité et de neutralité.

La taxe de séjour sera à acquitter auprès de Pays de Montbéliard Agglomération.

Article 6 – Sous-traitance

Le titulaire est tenu d'assurer personnellement l'exécution du présent contrat.

Il ne peut sous-traiter tout ou partie des tâches qui lui incombent sans l'accord préalable, expresse et écrit de la commune de Mandeure.

CHAPITRE II : MISSIONS DU TITULAIRE

Article 7 – Exploitation commerciale et gestion des emplacements confiés

Le titulaire assure l'exploitation complète des 4 mobil-homes et des 20 emplacements nus.

Ses missions sont les suivantes :

- **Gestion commerciale :**
  - Assurer la mise en marché des hébergements (site internet, plateformes, téléphone, accueil physique) ;
  - Mettre à jour les disponibilités en temps réel ;
  - Proposer une stratégie tarifaire adaptée à la saisonnalité ;
  - Optimiser le taux de remplissage ;
  - Développer des offres promotionnelles (courts séjours, séjours longue durée, offres familles, etc.) ;
  - Assurer la relation avec les plateformes de réservation (le cas échéant).
- **Gestion des réservations :**
  - Enregistrer et confirmer les réservations ;
  - Gérer les annulations et modifications ;
  - Assurer le suivi des acomptes et soldes ;
  - Organiser les plannings d'occupation.
- **Accueil des clients hébergés :**
  - Réaliser les check-in et check-out ;
  - Effectuer les états des lieux d'entrée et de sortie ;
  - Gérer les cautions ;
  - Informer les clients sur le fonctionnement du site.
- **Suivi qualité des hébergements :**
  - Vérifier l'état général avant chaque arrivée ;
  - Assurer le ménage et la remise en état ;
  - Contrôler les équipements (électricité, eau, mobilier) ;

- Signaler tout dysfonctionnement à la collectivité.

Article 8 – Accueil et relation aux usagers (TOUT LE CAMPING)

Le titulaire assure une mission d'accueil et d'orientation de l'ensemble des usagers du site.

Cette mission n'emporte toutefois aucune responsabilité quant aux prestations fournies par l'exploitant AOT, lesquelles relèvent exclusivement de ce dernier.

À ce titre, il devra :

- **Accueil physique et téléphonique** :
  - Assurer une présence aux horaires adaptés à la fréquentation ;
  - Répondre aux appels, mails et demandes ;
  - Mettre en place un système de réponse hors horaires (répondeur, affichage).
- **Information et orientation** :

  Le titulaire renseignera les clients sur :
  - les services du camping ;
  - les règles de fonctionnement ;
  - les activités locales.

  Il orientera les usagers vers les bons interlocuteurs (notamment pour l'AOT).
- **Gestion des réclamations** :
  - Enregistrer les demandes et réclamations ;
  - Apporter une réponse rapide et adaptée ;
  - Assurer le suivi des incidents ;
  - Informer la collectivité des situations sensibles ;
  - Accueillir physiquement tous les usagers du site.
- **Supports d'information** :

  Le titulaire devra mettre en place :
  - Un affichage réglementaire ;
  - Un règlement intérieur ;
  - Une documentation touristique.

Le titulaire est l'interlocuteur principal des usagers présents sur le site, y compris pour ceux relevant du périmètre de l'AOT.

Il veillera à respecter les normes de qualité et d'entretien ainsi que les obligations en matière d'accueil du public selon la législation et la réglementation en vigueur.

Article 9 – Animation et développement de l'attractivité

Le titulaire est responsable de l'animation globale du site ***(Minimum 6 / saison)***.

Il devra notamment :

- **Programme d'animations** :
  - Élaborer un programme régulier (hebdomadaire ou saisonnier) ;
  - Proposer des animations adaptées :
    - enfants (jeux, ateliers)
    - adultes (soirées, activités sportives, culturelles)
- **Organisation d'événements** :
  - Mettre en place des temps forts (soirées, événements festifs) ;
  - Respecter les règles de voisinage (horaires, nuisances sonores).

- **Gestion du mini-golf :**

  Le titulaire est responsable de l'exploitation et de l'animation du mini-golf.

  Il devra assurer son ouverture pendant la période d'exploitation du camping et veiller à la sécurité des usagers.

  Les modalités de tarification et d'encaissement seront conformes aux règles fixées par la collectivité.

- **Développement touristique :**
  - Valoriser le territoire ;
  - Proposer des activités complémentaires (location matériel, excursions) ;
  - Développer des partenariats locaux (offices de tourisme, associations, titulaires).

- **Communication :**

  Le titulaire devra assurer la promotion du site :
  - Réseaux sociaux ;
  - Supports numériques ;
  - Affichage.

Il devra également informer la commune ainsi que le titulaire de l'AOT de toute animation, événement ou manifestation organisés au sein du camping.

À ce titre, une information préalable devra être transmise au minimum dix (10) jours calendaires avant la date prévue, précisant a minima :

- la nature de l'événement,
- la date et les horaires,
- le lieu,
- le public concerné.

Cette information a pour objet de permettre à la commune d'assurer, le cas échéant, la diffusion et la promotion de ces animations.

L'installation d'un commerce ambulant (food-truck, pizzeria, burgers...) à l'intérieur ou à l'extérieur du camping est considérée comme un service complémentaire et ne constitue pas une animation. À ce titre, elle ne saurait se substituer aux obligations d'animation du titulaire.

Article 10 – Restauration, bar et services annexes

Le titulaire assure l'exploitation des services de restauration.

À ce titre, il devra :

- **Organisation du service :**
  - Définir des horaires d'ouverture adaptés ;
  - Assurer une continuité du service en période d'ouverture du camping.

- **Offre proposée :**
  - Proposer une offre simple, accessible et adaptée à la clientèle :
    - Petit déjeuner
    - Petite restauration midi et soir
  - Adapter l'offre à la fréquentation (haute / basse saison).

- **Hygiène et sécurité :**
  - Respecter les normes HACCP ;
  - Assurer la traçabilité des produits ;
  - Garantir la propreté des locaux.

- **Gestion opérationnelle :**

  Le titulaire devra assurer la promotion du site :

  - Assurer le service (prise de commande, encaissement, préparation) ;
  - Gérer les stocks ;
  - Participer à l'approvisionnement (selon organisation avec la commune).

Afin de pouvoir exercer ces missions, le titulaire devra impérativement posséder une licence IV à l'ouverture du camping.

Dans le cas contraire, la commune pourra mettre la sienne à sa disposition via une convention de mise à disposition.

Article 11 – Obligation d'entretien et de réparation

Le titulaire est tenu de procéder à tous travaux d'entretien de nature à permettre une exécution de qualité des prestations et à améliorer l'attractivité des activités de l'établissement, y compris pour les zones utilisées par les usagers du périmètre compris dans l'AOT.

À ce titre, il devra :

- **Maintenance courante :**
  - Réaliser les petites réparations ;
  - Signaler les anomalies ;
  - Assurer une vigilance permanente sur l'état du site.
- **Sécurité :**
  - Vérifier les accès et cheminements ;
  - Maintenir les issues de secours dégagées ;
  - Assurer le déneigement des zones sensibles.

L'entretien des sanitaires et l'entretien des espaces verts sera à la charge de la collectivité.

En cas de défaut d'entretien des équipements, la Commune de Mandeure est susceptible de mettre le titulaire en demeure d'y remédier. L'absence d'effet de cette mise en demeure, dans un délai d'un mois, est de nature à entraîner la résiliation du contrat.

En cas de mise en danger des personnes, telle qu'elle est définie à l'article 223-1 du Nouveau Code Pénal, la Commune de Mandeure peut suspendre l'activité de tout ou partie des lieux pendant la réalisation des travaux susceptibles de remédier aux carences constatées, sans préjudice des responsabilités susceptibles d'être engagées selon le droit commun.

Article 12 – Obligation de coordination avec l'exploitant de l'AOT

Le titulaire est tenu de coopérer avec l'exploitant des emplacements sous AOT afin d'assurer :

- ✓ la cohérence du fonctionnement du site ;
- ✓ la bonne gestion des flux et des équipements ;
- ✓ la continuité de l'expérience usager.

Cette coordination ne saurait toutefois :

- ✓ transférer au titulaire des responsabilités relevant de l'exploitant AOT ;
- ✓ ni limiter ses obligations au titre du présent marché.

CHAPITRE III : ORGANISATION DU SERVICE

Article 13 – Période d'ouverture

Le camping municipal sera ouvert du 15 juin au 15 septembre 2026.

L'accueil devra être assuré tous les jours de la semaine (7j/7) aux horaires suivants :

- Du lundi au vendredi : 08h00 – 14h00 / 16h30 – 21h00
- Samedi : 08h30 – 14h00 / 16h30 – 21h00
- Dimanche : 08h30 – 21h00

En cas d'intempéries, le titulaire pourra solliciter une adaptation ponctuelle de ses horaires de présence sur site. Cette demande devra être portée à la connaissance d'un responsable de la commune au moins 24 heures avant sa mise en œuvre.

Toute modification des horaires d'ouverture ou de présence sur site devra faire l'objet d'un accord préalable de la commune.

Article 14 – Tarifs

À la date de publication du présent marché, les tarifs applicables au sein du camping municipal ne font pas l'objet d'une délibération en vigueur couvrant l'ensemble des prestations proposées. En conséquence, une délibération du Conseil municipal devra être adoptée afin de fixer les tarifs applicables préalablement à l'exploitation du site.

Le candidat pourra proposer une évolution de ces grilles tarifaires pour les saisons futures. Toute évolution devra faire l'objet d'un accord formel de la collectivité.

En fonction du développement des activités nouvelles proposées par le titulaire, un complément à la grille tarifaire pourra être demandé par le titulaire. Ces nouveaux tarifs devront être validés par la collectivité en Conseil municipal.

Un affichage spécial des tarifs en vigueur doit être réalisé de manière à être clairement lisible par les usagers à l'entrée des locaux et à la caisse.

Article 15 – Règlement intérieur

Le règlement intérieur sera élaboré par le titulaire, approuvé par la Commune de Mandeure et annexé au contrat. Toute modification ultérieure du règlement intérieur doit être approuvée par le la Commune de Mandeure, sur proposition motivée du titulaire.

Le titulaire doit afficher de manière visible, le règlement intérieur applicable, destiné à assurer un meilleur service aux usagers. Il veille à l'application par tous de ce règlement.

Article 16 – Encaissement des recettes

Dans le cadre du présent marché, la commune confie au titulaire, par une convention de mandat de gestion ***(Annexe n°3)***, l'encaissement des recettes liées à l'exploitation du camping.

Le titulaire encaisse l'ensemble des recettes issues de l'exploitation du camping, notamment :

- des locations des mobil-homes et emplacements relevant du marché ;
- des prestations complémentaires et services ;
- de la taxe de séjour.

Le titulaire reverse à la commune une somme correspondant à 60 % des recettes de location des hébergements et emplacements relevant du présent marché, selon les modalités prévues à la convention de mandat.

Les recettes issues des autres activités exploitées dans le cadre du marché demeurent acquises au titulaire.

Le titulaire assure la traçabilité des encaissements et transmet à la commune :

- un état récapitulatif mensuel des recettes et reversements ;
- les chiffres de fréquentation du camping au plus tard le 15 du mois suivant.

La commune peut procéder à tout moment à des contrôles sur pièces et sur place.

Les recettes relatives aux emplacements exploités dans le cadre de l'AOT ne relèvent pas du présent dispositif.

Article 17 – Personnel

Le titulaire a la faculté de recruter, former, contrôler et affecter à l'exécution du présent contrat, le personnel en nombre et en qualification qui lui est nécessaire pour exécuter les prestations.

Il communiquera à la Commune de Mandeure les statuts applicables au personnel.

Le titulaire veillera à ce que son personnel respecte les consignes de sécurité, et en particulier la confidentialité des informations portées à sa connaissance dans le cadre des prestations objet du présent contrat et du règlement intérieur du camping.

Le titulaire s'engage à observer la plus grande confidentialité du fait de l'exécution des prestations objet du présent contrat et s'engage à faire observer à son personnel cette obligation de réserve.

Une vigilance particulière sera portée sur le respect des règles d'hygiène et de sécurité et sur les conditions de travail ; ainsi que sur le management des personnels.

Article 18 – Sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens matériels et humains nécessaires pour assurer correctement la sécurité des biens et des personnes dans le périmètre de l'établissement.

Il instruit tous les personnels placés sous son autorité et travaillant dans les locaux affectés au camping municipal des précautions à prendre pour assurer leur propre sécurité, et le cas échéant, celle des autres personnes travaillant dans cet établissement.

A cet effet, les informations, enseignements et instructions leur sont donnés en ce qui concerne les conditions de circulation dans l'établissement, l'exécution de leur travail et les dispositions qu'ils doivent prendre en cas d'accident ou de sinistre.

Le titulaire doit respecter l'ensemble des règles sanitaires applicables aux prestations objet du présent contrat.

CHAPITRE IV : MOYENS MIS A DISPOSITION

Article 19 – Mise à disposition des équipements

La commune met à disposition du titulaire, pour les besoins de l'exécution du présent marché, l'ensemble des installations, équipements et matériels nécessaires à l'exploitation du camping, notamment :

- les terrains, emplacements et mobil-homes relevant du périmètre du marché ;
- les bâtiments et locaux (accueil, sanitaires, locaux techniques, espaces communs) ;
- les équipements liés à l'exploitation (mobilier, matériel technique, installations existantes).

Un état des lieux contradictoire ainsi qu'un inventaire du matériel sont établis lors de la prise de possession des lieux.

La commune garantit au titulaire une jouissance paisible des biens mis à disposition pendant toute la durée du marché.

Article 20 – Moyens matériels et techniques

La commune met également à disposition les moyens nécessaires au fonctionnement du service, notamment :

- les équipements liés à l'encaissement ;
- les produits d'entretien nécessaires au nettoyage courant ;
- les équipements de sécurité réglementaires.

Le titulaire s'engage à utiliser ces moyens conformément à leur destination et à en assurer le bon entretien courant.

Article 21 – Prise en charge des abonnements et fluides

La commune prend en charge :

- les abonnements et consommations d'eau, d'électricité, de gaz et de chauffage ;
- les frais liés au téléphone et à internet ;
- les redevances et taxes liées à l'assainissement et à la gestion des déchets.

Un relevé des consommations est établi lors de la prise de possession des lieux.

Article 22 – Obligations du titulaire

Le titulaire exploite les équipements mis à disposition en professionnel, à ses risques et périls.

À ce titre, il :

- assure le bon fonctionnement, l'entretien courant et la propreté des installations ;
- veille à la sécurité des personnes et des biens ;
- prend toute mesure utile pour garantir la continuité et la qualité du service ;
- signale sans délai à la commune tout dysfonctionnement ou besoin d'intervention.

Le titulaire est seul responsable :

- de l'organisation du service ;
- de la gestion de son personnel ;
- de ses relations avec les fournisseurs et partenaires.

Il supporte l'ensemble des risques liés à l'exploitation.

CHAPITRE V : CONDITIONS FINANCIÈRES

Article 23 – Rémunération

La rémunération du titulaire comprend :

- une part forfaitaire versée par la commune, dont le montant est fixé dans l'acte d'engagement ;
- une part variable correspondant à 40 % des recettes brutes d'exploitation issues des locations des hébergements et emplacements relevant du périmètre du marché, encaissées pour le compte de la commune.

Au sens du présent article, les recettes brutes s'entendent :

- hors taxe de séjour ;
- hors commissions prélevées par des plateformes de réservation ;
- hors remboursements ou annulations.

Le titulaire perçoit en outre :

- l'intégralité des recettes issues des activités annexes (restauration, bar, animations, prestations complémentaires), exploitées pour son propre compte et sous sa responsabilité.

La part variable ne saurait avoir pour effet de transférer au titulaire un risque d'exploitation au sens de la réglementation applicable aux concessions.

Article 24 – Modalités de facturation de la redevance

La redevance annuelle est versée par la commune au titulaire selon les modalités suivantes :

- soit en une seule fois avant l'ouverture du camping ;
- soit en plusieurs fractions, dont une part majoritaire versée avant le début de la saison, le solde intervenant en cours ou en fin de saison.

Les factures sont déposées **exclusivement** sur la plateforme **Chorus Pro** :

https://www.chorus-pro.gouv.fr
Nom : Commune de Mandeure
SIRET : 212 503 676 00018

Elles doivent comporter l'ensemble des mentions obligatoires.

Le paiement intervient dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture par la commune.

Article 25 – Gestion et reversement des recettes

Le titulaire devra reverser 60% des recettes de location (et uniquement location) à la commune.

À ce titre, il devra assurer :

- un suivi distinct des recettes ;
- le reversement de 60% à la commune selon une périodicité au minimum mensuelle ;
- la transmission d'un état récapitulatif détaillé.

Article 26 – Justificatifs et contrôle

Le titulaire transmet à la commune l'ensemble des éléments permettant de vérifier :

- la réalité des prestations facturées au titre de la redevance ;
- la sincérité des recettes encaissées et reversées.

Elles doivent comporter l'ensemble des mentions obligatoires.

CHAPITRE VI : CONTRÔLE ET RESPONSABILITÉ

Article 27 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La garantie pour dommage corporel doit être illimitée.

Le titulaire est responsable de ses préposés en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Les matériels dégradés du fait de l'exécution des prestations sont remplacés aussitôt aux frais du titulaire.

Toute déclaration de sinistre consécutif à l'exécution d'une prestation est faite directement par le titulaire. Une copie de ladite déclaration est adressée par courrier recommandé avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur.

Article 28 – Responsabilités

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature causée aux tiers, aux usagers ou à son personnel, du fait de l'exécution du présent contrat.

Il garantit la commune contre les conséquences des recours engagés à ce titre, dans la limite des responsabilités qui lui sont imputables.

Les responsabilités respectives de la commune, du titulaire et de l'exploitant AOT s'apprécient au regard

de leurs missions respectives définies au présent contrat.

Article 29 – Contrôle

La commune assure un suivi régulier du service.

Le titulaire transmet les informations nécessaires au suivi de l'activité.

CHAPITRE VII : SANCTIONS ET RÉSILIATION

Article 30 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, des pénalités pourront être appliquées au titulaire **sans mise en demeure préalable**.

Les pénalités sont appliquées après constat contradictoire ou, à défaut, après notification au titulaire.

Sauf en cas de manquement grave ou répété, une mise en demeure préalable peut être adressée au titulaire.

Elles sont applicables en complément de toutes autres mesures prévues au présent marché, notamment le reversement des recettes et la suspension éventuelle de la redevance.

Catégorie	Manquement constaté	Montant de la pénalité
Accueil et service aux usagers	Absence d'accueil sur site	100 € / jour
	Défaut d'information ou accueil insuffisant	50 € / constat
	Refus de prise en charge d'un usager	150 € / constat
Entretien et propreté	Espaces communs dégradés ou non entretenus	50 € / constat
Animation et services	Absence d'animation prévue	50 € / occurrence
	Service restauration ou bar non assuré	100 € / jour
	Mini-golf fermé ou non sécurisé	50 € / jour
Fonctionnement général	Non-respect du règlement intérieur	50 € / constat
	Défaut de transmission des justificatifs ou états financiers	50 € / constat
Coordination et obligations administratives	Absence aux réunions de coordination	50 € / absence
	Défaut de signalement d'un problème lié à l'AOT	50 € / constat

Le montant total des pénalités appliquées sur la durée du contrat ne pourra excéder 20 % du montant total estimé du marché.

Article 31 – Résiliation

En cas de manquement du titulaire à ses obligations contractuelles ou à la réglementation en vigueur, la commune peut prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée sans effet dans un délai de quinze (15) jours.

En cas de manquement grave, la résiliation peut être prononcée sans délai.

Le titulaire est mis en mesure de présenter ses observations préalablement à toute décision de résiliation.

La commune peut également résilier le marché à tout moment pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à une indemnisation des dépenses engagées et justifiées.

En cas de modification de la situation juridique du titulaire (fusion, cession, etc.), celui-ci en informe la commune. La résiliation peut être prononcée si cette modification compromet l'exécution du marché.

En cas de résiliation, le titulaire cesse immédiatement l'exploitation, restitue les équipements et procède à la régularisation des comptes, notamment le reversement des recettes encaissées pour le compte de la commune.

En cas de résiliation pour faute, aucune indemnité n'est due au titulaire.

CHAPITRE VIII : STIPULATIONS DIVERSES

Article 32 – Protection des données personnelles

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire peut être amené à collecter, traiter, conserver ou communiquer des données à caractère personnel de clients, usagers ou tiers.

Le titulaire est tenu de se conformer à l'ensemble des dispositions légales et réglementaires relatives à la protection des données personnelles, notamment le Règlement (UE) 2016/679 (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatique et Libertés ».

À ce titre, il :

- ne traitera que les données strictement nécessaires à l'exécution des missions prévues par le présent marché ;
- assurera la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données personnelles traitées ;
- mettra en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données contre toute violation accidentelle ou illicite ;
- respectera les droits des personnes concernées (information, accès, rectification, opposition, effacement) et facilitera l'exercice de ces droits ;
- ne communiquera aucune donnée à des tiers sans l'accord préalable de la collectivité, sauf obligation légale.

Les données personnelles ne seront conservées que le temps nécessaire à l'exécution des prestations ou selon les durées légales applicables, après quoi elles devront être supprimées ou rendues anonymes.

Article 33 – Règlement des litiges

Il est formellement spécifié que, en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourront survenir entre la collectivité et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par le titulaire comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

En cas de litige dont l'issue est incertaine et qui est né de difficultés d'exécution du marché, les parties se réservent le droit de conclure une transaction.

En cas de litige, seul le dossier original conservé dans les archives de la collectivité fait foi.

Si l'affaire devait être portée devant le Tribunal, le droit français est seul applicable et les tribunaux

français seuls compétents. Le tribunal territorialement et juridiquement compétent est :

Tribunal Administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier
25000 BESANCON
Téléphone : 03 81 82 60 00 / Télécopie : 03 81 82 60 01
Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr

À Mandeure, le 21/01/2026

Signature de « ***La Commune de Mandeure*** »

MAIRIE DE MANDEURE (25)

Signature du « ***Titulaire*** »

TECH
Tissage
U
36 16